TRAVAILLEURS

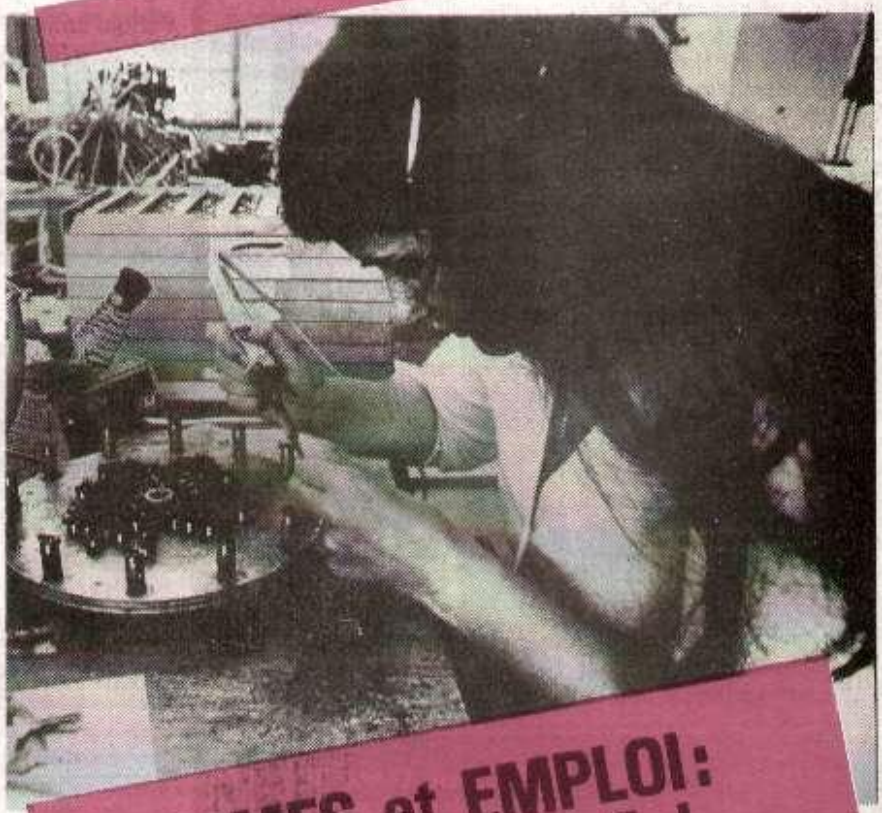
Parti Communiste Marxiste Léniniste

MENSUEL – N° 7 – Mars 1983 – 6,00 F

ISSN 0754–281 X

Avant, pendant, après les municipales,

COMBATTRE LA DROITE



FEMMES et EMPLOI: un mariage difficile!

DE BANDUNG A NEW-DELHI : le Mouvement des non-alignés

CITROEN-AULNAY NON AUX LICENCIEMENTS

Les lecteurs nous écrivent

SUR L'ORIGINE DES JUIFS D'EUROPE DE L'EST

Dans le court article intitulé *« Deux mille ans avant Jésus-Christ »* (*Travailleurs* n°1), vous déclarez que les Juifs d'Europe de l'Est descendent des anciens Khazars. Il n'est pas nécessaire d'être sioniste, —ce que je ne suis assurément pas— pour dire que la « théorie » khazar n'est, au mieux, qu'une conjecture sans grands fondements scientifiques. *(...)* Au mieux, l'élément khazar n'est seulement qu'un des plusieurs autres éléments ethniques qui se sont combinés pour former l'ensemble du peuple juif ashkenazy, ou européen, originellement parlant yiddish et qui est composé de 70% *(...)* des Juifs dans le monde aujourd'hui. La majorité des 30% qui constituent ce qu'on appelle communément Juifs séphardiques *(...)* vit aujourd'hui en Israël où ils émigrèrent depuis les pays arabes du Moyen-Orient. *(...)* La plupart des Juifs de Pologne, de Galicie et d'autres régions de l'Est y émigrèrent depuis l'Allemagne à partir du XIV^e^ siècle et avant; avant quoi ils avaient vécu en France d'où ils venaient d'Italie, et enfin avant cela, de Palestine, où ils vivaient depuis au moins 1 500 ans, avant d'en être expulsés par les Romains. Les Juifs d'aujourd'hui, Ashkenazy et Séphardiques sont descendants d'un mélange d'éléments palestiniens avec les différents peuples des pays où les Juifs se rendirent, y compris peut-être les Khazars. Ce schéma de migrations que je viens d'ébaucher est très simplifié. *(...)*

Je n'essaye pas d'établir ici que les Juifs sont toujours une seule nation, mais certainement que les Juifs ashkenazy forment une nationalité (ou groupe ethnique, si vous préférez), et les séphardiques une autre. Et les deux groupes, comme c'est le cas avec beaucoup d'autres nationalités, s'étendent au-dehors des frontières nationales. *(...)*

Ce que je veux dire, c'est que les Juifs ne peuvent tout simplement pas être réduits à une minorité religieuse, ce qui est d'autant plus vrai si on divise le peuple juif en deux (certains disent trois) groupes ethniques séparés. *(...)*

Bien entendu, rien de tout ceci ne devrait jamais être pris comme une excuse pour l'agression israélienne et la persécution du peuple palestinien. Ni cela ne donne aux Juifs modernes quelque prétention exclusive sur la Palestine —après tout, plus de 1 800 ans se sont écoulés! Les Juifs contemporains n'ont pas plus de droits spéciaux sur la Palestine aujourd'hui que les Gitans en ont sur l'Inde du Nord d'où ils sont venus, mais personne ne songerait à nier les origines historiques des Gitans, ou à nier leur existence en tant que nationalité, n'est-ce pas? En même temps, rien ne devrait servir d'excuse à des vrais marxistes pour déformer ou manipuler l'histoire, quelque noble que soit la cause. *(...)*

E.K. (New-York)

SOMMAIRE

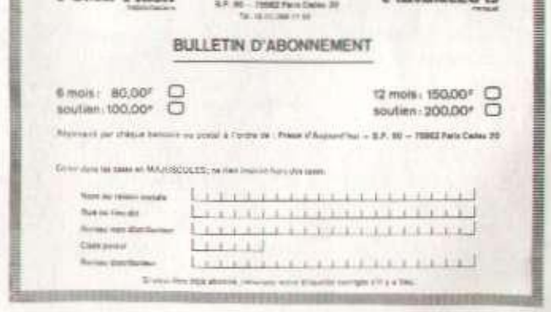
Editorial 3
Ça s'est passé 4
Municipales 5
Dossier : Femmes et emploi, ... 6-7-8-9-10
—...un mariage difficile 6-7
—Corvéables à merci 8
—« Papa fume, maman coud » colloque FCPE 9
—interview de la secrétaire du syndicat CGT du Commerce parisien 10
Dans la vie des travailleurs 11
Decazeville : en finir avec l'étranglement du bassin . 12-13-14
Citroën-Aulnay : quels enjeux? 15
Viticulture et Europe : —interview de Jean Huillet 16-17
Collèges : vers une véritable démocratisation? . . 18
Voyage dans une organisation populaire : —FNDIRP : « Plus jamais ça... » 19-20-21
Le monde en bref 22
De Bandung à New-Delhi : —le mouvement des non-alignés 23
Bolivie : de la junte à la démocratie 24
Parlons ensemble : —de la droite après le 10 mai . . . 26-27-28-29 avec M-J. Chombart de Lauwe, Colette Ysmal et Camille Granot
Expo-Chanson-Cinéma 30-31
Marx 1818-1883 32

Ont participé à ce numéro : *Pierre Bauby, Gilles Carpentier, Claude Dhalluin, Boris Duroc, Camille Granot, Christian Laplace, Claude Liria, Claire Masson, Marc Perrin, Daniel Pioch, Robert Vallot, Thomas Zek.*

PCML Flash — TRAVAILLEURS

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois : 80,00F ☐ — 12 mois : 150,00F ☐
soutien : 100,00F ☐ — soutien : 200,00F ☐



Joint à ce numéro, les abonnés reçoivent notre supplémeat *« Documents »*. Ce mois : *« Le Mouvement des non-alignés »*. Les lecteurs peuvent nous le commander : 3,00F

Travailleurs : BP 90 — 75962 Paris Cedex 20. Tél. 16 (1) 366 71 53. Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. un an : 100 Fr. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90, 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT

EDITORIAL

Prendre les problèmes à bras-le-corps

C'est la dernière ligne droite. Jusqu'au 13 mars les efforts se tendent pour battre, ici telle liste RPR mâtinée d'extrême-droite, là tel patron ou tel gros paysan qui veut devenir le potentat local, pour battre un Chirac à Paris, un Lecanuet à Rouen et toutes ces notabilités dites « apolitiques » qui, cette fois, ont annoncé la couleur. Mettre en place, à la conduite de la vie communale, des hommes et des femmes soucieux des intérêts ouvriers et populaires n'est pas une affaire mineure.

Au plan national, l'enjeu n'échappe pas : il faut résister à l'offensive acharnée de la droite. Notre parti, aux côtés des autres forces ouvrières et populaires y engage ses forces jusqu'au 13 mars. Mais pourquoi le cacher? Cette course de vitesse des derniers jours, se mène sur toile de fond d'inquiétude. Tant les ultimatum des uns et des autres ont laissé des traces, tant la division à gauche a fait mal dans bien de petites comme de grandes villes, tant la mise en route a été lente et difficile.

Les résultats pèseront d'un poids certain. Mais déjà, l'après-municipales est dans les têtes. Déjà, certains, et non des moindres, ont parlé de nouveau « plan de rigueur ». 0,7% de baisse du pouvoir d'achat ouvrier pour 82 a été reconnue par le ministère du Travail; en réalité, c'est bien plus. Quelle baisse supplémentaire enregistrera le nouveau tour de vis envisagé par certains? De nombreux hommes et femmes de notre peuple sont désorientés par de telles perspectives.

Pour les municipales, *« il faut renouveler et conforter l'appui populaire à la majorité de gauche »* les a exhortés le Bureau exécutif du Parti socialiste. Plutôt que de seulement solliciter « l'appui populaire » à chaque consultation électorale, que n'œuvre-t-il à mettre en mouvement les forces populaires sur des objectifs qu'elles ont définis elles-mêmes? Le « faites-nous confiance, on travaille pour vous » montre là ses limites. Un important travail législatif a été fait, des mesures positives ont été prises en matière de libertés, de droits, de protection sociale. Cela est vrai. Mais que n'a-t-on associé l'ensemble des travailleurs à cette entreprise? On a fait à l'inverse. Pourquoi telles propositions d'action sur les salaires se sont-elles heurtées à « pas d'impatience, c'est la crise... » ou bien « attention à ne pas faire le jeu de la droite »? Pourquoi les actions des O.S. de l'automobile, vigilance nécessaire contre le patronat revanchard, n'ont rencontré que des qualificatifs injurieux des plus hauts responsables du gouvernement? A tempérer sans cesse les colères les plus légitimes, à freiner les aspirations les plus fondamentales, on aboutit à la « démobilisation ». Le contraire serait surprenant.

Il ne suffit pas de dire : il y a du bon et du moins bon, et de faire la liste du positif; des millions de travailleurs après le 10 mai étaient en droit d'attendre ce positif-là. Le « moins bon », c'est ce qui les préoccupent : les licenciements qui continuent, les fins de mois plus difficiles, l'incertitude de l'avenir, l'arrogance de la droite. Le « moins bon » pose des *questions de fond* au mouvement ouvrier et populaire : austérité obligée ou pas? Choisir le cadre contraignant du marché impérialiste mondial et s'y faire une place sur le dos des travailleurs d'ici et du Tiers Monde ou bien s'attaquer à la domination du dollar, stopper l'exportation des capitaux, s'en prendre aux profits? Composer avec les forces agressives du capital ou bien les débusquer de leurs postes dans l'appareil d'Etat et aux lieux de décision économique? User des vieilles recettes de droite ripolinées en « réalisme de gauche » ou oser des solutions politiques et économiques novatrices? Des militants nombreux, très nombreux, militants syndicaux et politiques, de toutes origines, expériences ou sensibilités s'interrogent, sur l'action immédiate et sur les perspectives d'avenir. Certains baissent les bras, fatigués des efforts consentis sans résultats décisifs. C'est à un débat de fond qu'appellent les abandons et les interrogations. Saura-t-on, dans les rangs ouvriers et populaires, prendre les problèmes, tous les problèmes à bras-le-corps et sans exclusive? Est-on prêt à dépasser le « faites-nous confiance... » électoral?

Quant à nous, nous sommes partants pour l'action immédiate comme pour toutes les confrontations et remises en cause nécessaires, garantes de redressements et de succès ultérieurs!

Camille GRANOT

Akka Ghazi, secrétaire du syndicat CGT de Citroën-Aulnay, l'un des travailleurs menacés de licenciement par la direction.

ÇA S'EST PASSE

BRUITS DE CASSEROLES

La campagne des municipales s'achève...
A droite, à l'approche du scrutin, on paraît un peu moins sûr de la victoire. Plus question de mettre en difficulté le gouvernement, mais simplement de lui donner un avertissement... Faut dire, aussi, qu'un concerto en contre-ut pour batterie de casseroles couvre quelque peu les invectives.
A Nice, Médecin a beau couvrir les murs de la cité balnéaire d'affiches représentant une jolie dame dépouillée par le socialisme, ça ne dissimule pas ses conseillers municipaux mouillés dans une affaire de fausses factures.
A Aix-en-Provence, le maire sortant, Alain Joissains est définitivement sorti, éclaboussé par un scandale politico-financier et la mort d'un homme. Il laisse sa place toute chaude à un ancien de « l'Algérie française », Charles de Péretti.
A Toulon, Maurice Arreckx fréquante des hommes d'affaires fichés au grand banditisme.
A Paris, le RPR se sert du fichier informatique HLM pour envoyer des lettres personnalisées aux électeurs, entre autres magouilles.
Et on apprend, en sus, que le Centre de formation des personnels municipaux, dirigé par Pierre Schiélé (CDS), maire de Thann (Alsace), a détourné entre 2 et 3 milliards de centimes de fonds publics... engloutis dans des caisses noires.
Dans nombre de villes, les listes de droite sont panachées d'extrême-droite, réservoir d'hommes de main pour les services d'ordre des meetings et pour des actions moins avouables.
Et cætera, et cætera...
Comment pourrait-on trouver des hommes capables de gérer une commune dans une telle fange nauséabonde?
Je vous fais juges...

EVASIONS

Créteil. Le plus légalement du monde, trois durs du mitan viennent de recouvrer leur liberté. Le juge d'instruction, un remplaçant un peu débordé, avait au mois d'août dernier, oublié de signer la prolongation de garde à vue à la fin du délai légal.
Détention arbitraire! Peut-être vont-ils demander des dommages et intérêts?
Arrêtés le 11 décembre 1981, après un échange de coups de feu avec les durs de l'Anti-gang, les trois hommes restent sous le coup des faits qui leur sont reprochés.
N'en doutons pas, ils se présenteront spontanément à l'audience...

Marseille. Le médecin-chef de la prison des Baumettes, Alain Colombani, lui pas trop débordé, signait des faux certificats médicaux pour la mise en liberté de truands de haut-vol. Robert Kéchichian, trafiquant de drogue notoire, dont le nom a été cité après l'assassinat du juge Michel, fut un des heureux bénéficiaires de ces « grâces médicales ». Depuis, à l'air libre et après avoir passé la frontière, son cancer de la peau s'est miraculeusement guéri...

Fleury-Mérogis. Parce qu'il n'avait pas de papiers, pas de domicile fixe, qu'il se trouvait à bord d'une voiture volée et qu'il avait déjà fait un court séjour derrière les hauts-murs, Youssef Sabsadi, jeune syrien de 16 ans, est mort.
Le juge pour enfants estimait sans doute qu'un nouveau séjour à l'ombre ferait le plus grand bien à ce gamin, le « choc salutaire » de la prison cher à Peyrefitte.
Youssef n'a pas supporté l'isolement carcéral. Il s'est évadé dans le suicide. La seule porte de sortie que lui laissait un système plus préoccupé de répression que de prévention.
C'est ça, les peines de substitution?

SANS SOMMATION

Pourtant la soirée avait bien débuté pour le flic Lapeyre. Un repas bien arrosé, entre collègues, sans doute agrémenté des sempiternelles plaisanteries grasses sur la bouffe et les femmes. L'esprit de corps, la chaude amitié des commissariats. Après, ma foi, ç'avait été la routine policière... Et puis, dans les phares de la R12, Lapeyre et ses collègues avaient vu ce jeune gars à mob., sans casque et faisant mine de fuir. Louche! On n'est jamais assez prudent. Alors, le Magnum .357 en pogne, ça rassure. On se sent un autre homme, ça transcende... Et, c'est le « dramatique accident ».

Aujourd'hui, Nacer Mraidi est toujours dans le coma, entre la vie et la mort. Simplement victime d'un flic à la gâchette facile et au gosier sec, ou vice-versa? Ça serait un tantinet simpliste comme explication. Le climat anti-immigrés et anti-jeunes, savamment entretenu par certains à droite, sous prétexte d'insécurité, a — encore une fois — porté ses fruits. Dans le métro, dans les banlieues dortoirs, dans les quartiers ghettos... les contrôles, les fouilles, les insultes et les claques qui partent un peu trop facilement, sont les moyens privilégiés de la police française pour lutter contre la petite délinquance... et, pour être catalogué délinquant, il suffit souvent de s'appeler Nacer. A Châtenay-Malabry, ce climat peyrefittard, les jeunes immigrés le connaissent bien, trop bien. Les flics du commissariat de Sceaux sont des spécialistes en la matière. D'ailleurs, ils ont un talentueux prédécesseur comme exemple. En 1977, le brigadier Marchaudon s'illustrait, déjà à Châtenay, en abattant de plusieurs balles dans le dos le jeune Mustapha Boukhezzer alors qu'il gisait au sol. Le tarif pour ce crime : 5 ans avec sursis... Pour le vol d'une mobylette, c'est trois mois minimum...

A Châtenay, on réagit, surtout les jeunes... Samedi 19 février, ils étaient plus de trois mille à la marche silencieuse « pour Nacer ». Mais il faudra, sans doute, plus que le silence pour rayer le mot « bavure » du vocabulaire flicardien.

Claude DHALLUIN

Avant comme après les municipales,

combattre la droite agir pour une autre politique

La campagne des élections municipales a bien sûr abordé les problèmes locaux à partir des programmes des différentes listes. Mais elle a beaucoup porté, sinon plus, sur les grands enjeux de la politique économique et sociale, près de deux ans après le 10 mai 1981.

UNE DROITE ARROGANTE

La droite a, bien sûr, critiqué avec véhémence la politique gouvernementale, insistant sur l'endettement de la France qui conduirait le pays à la faillite et condamnant toutes les mesures favorables aux travailleurs prises depuis deux ans. Mais les Chirac, Giscard, Barre, Peyrefitte ne se sont pas limités là. Ils ont présenté leurs propositions, leurs plans de redressement.

Tour à tour, il a été question de supprimer le salaire minimum garantie, de réduire les prestations de Sécurité sociale, d'abroger la cinquième semaine de congés et la retraite à 60 ans, de réduire les aides aux collectivités locales, de diminuer le nombre d'agents des hôpitaux, des PTT, de l'enseignement, de dénationaliser la quasi-totalité des entreprises publiques et donc de rejeter hors du statut qu'ils ont conquis par leurs luttes des centaines de milliers de travailleurs, d'abroger les lois Auroux sur les droits des travailleurs et de supprimer les délégués syndicaux, de restaurer la liberté des prix des entreprises et d'augmenter les tarifs publics, ... Arrêtons là, notre journal n'y suffirait pas.

Ces propositions, faites au nom de la liberté, de la responsabilité, de la justice, consistent à s'en prendre, dans tous les domaines aux conditions de travail et de vie des travailleurs. Leur mise en œuvre conduirait à un recul sans précédent de leur situation. Pas seulement de deux ans, mais de dizaines d'années.

Nous voilà prévenus : la droite veut la régression sociale. Pas un seul travailleur n'a quelque chose à y gagner. Il est de l'intérêt de tous de mettre en échec cette offensive de la droite, quelles que soient les critiques justifiées de la politique d'austérité mise en œuvre par le gouvernement depuis juin dernier.

UN NOUVEAU TOUR DE VIS?

Critiques d'autant plus justifiées qu'il est aujourd'hui question d'un nouveau « tour de vis » au lendemain des municipales pour faire face aux « contraintes internationales de la crise ». Contraintes qui nécessiteraient de baisser le pouvoir d'achat des salaires — comme cela a été le cas en 1982, c'est maintenant officiel —, de réduire les garanties sociales des travailleurs et des chômeurs.

Dans le même temps, les principaux responsables du gouvernement ont mis sur le compte des travailleurs immigrés, accusés d'être guidés *« par des critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises »*, la brèche dans la politique salariale d'austérité qu'ont réussi à faire, après trois semaines de grève, les travailleurs de Renault. Et le ministre du Travail a été jusqu'à donner raison à la direction de Citroën-Aulnay dans la provocation qu'elle a montée contre la CGT, pour prendre sa revanche sur les acquis démocratiques et sociaux obtenus par la grève du printemps dernier.

AGIR POUR UNE AUTRE POLITIQUE

Battre la droite, éviter son retour au gouvernement implique-t-il de taire ces critiques de la politique d'austérité? Bien au contraire. Car c'est cette politique qui provoque de la déception, du découragement, de la démobilisation parmi les travailleurs, autant d'atouts que tente d'utiliser la droite. Redonner confiance aux travailleurs implique de combattre les mesures d'austérité qui les frappent, d'agir pour que le gouvernement change radicalement de politique; qu'il prenne appui sur les forces ouvrières et populaires, leurs aspirations et leurs revendications, s'attaque de front à la domination du dollar, remette en cause la logique du capital, s'en prenne aux profits capitalistes et impérialistes, à la spéculation et à l'évasion des capitaux plutôt que de serrer la ceinture des travailleurs.

Car au-delà des élections municipales, c'est à la défense de leurs conditions de travail et de vie que les travailleurs continueront à être confrontés. Face aux forces du capital qui ne recherchent que l'augmentation de leurs profits. Le CNPF vient d'obtenir la création d'une commission mixte avec le gouvernement pour évaluer les charges des entreprises, afin d'arracher de nouvelles réductions de charges, de nouvelles aides et subventions, alors que les investissements continuent de baisser et que l'embauche reste bloquée. Combattre les mesures d'austérité, les cadeaux au patronat, agir pour une autre politique, développer l'organisation, le rassemblement, l'action des travailleurs : tel est et restera le moyen de faire face avec succès au capital.

Pierre BAUBY

A commander à Presse d'Aujourd'hui : 6,00 F — port : 2,90 F

FEMMES et EMPLOI : un mariage difficile

Parler de l'emploi des femmes en 1983... Quelle gageure. Des deux réalités qui le composent, laquelle est la plus caractéristique? Allons-nous parler de «désemploi» des femmes au regard des chiffres du chômage (12,6% en décembre 1981)? Ou au contraire, préfèrerons-nous dire l'entrée massive des femmes sur le marché du travail? Il y avait, en effet, 29% de femmes actives en 1962. Elles sont 44,9% en 1981, (dont 69% entre 25 et 29 ans). Ces deux aspects, sans doute, sont liés. Parce que les femmes veulent désormais leur égalité dans ce domaine aussi de l'emploi salarié. Mais que les structures de la société capitaliste ne leur proposent pas autre chose qu'un marché du travail déqualifié, «d'appoint», le premier touché par les restructurations et le chômage. En ce mois de mars, qui est devenu historiquement celui des femmes, essayons de faire un petit tour de la question.

Claire MASSON

Entre un travail d'appoint et pas de travail du tout, la frontière n'est pas loin. C'est ce qui marque le travail féminin salarié. Tout le reste en découle.

D'abord le travail des femmes est conçu comme un volant de main-d'œuvre. Dans les périodes d'expansion, on les retire à leurs «chères têtes blondes» pour les mettre à l'usine ou au bureau. L'intérêt national oblige. Quand la crise pointe son nez, on les renvoie dans leurs foyers à leur rôle «sacré» de mère. Il en a été ainsi depuis la naissance du capitalisme au XVIII[e] siècle. Femme ou mère, cette alternance qui rythme l'histoire du travail féminin, rythme aussi la vie de la femme au travail. Le taux d'activité des femmes n'est pas le même selon leur âge. En 1962, il y avait 29% de femmes actives, mais elles étaient plus de 6 sur 10, à 20 ans, et seulement 4 sur 10, à 40... La femme interrompt souvent son emploi pendant les années lourdes de ses maternités.

La grande nouveauté des années 70, est que de plus en plus de femmes refusent cette vieille pratique et revendiquent le plein droit au travail. Tous les chiffres concordent.

En période de chômage record, elles n'ont jamais été aussi nombreuses à se vouloir actives : 8,5 millions (sur 21,5 millions d'actifs), c'est-à-dire 1,5 millions de plus en 1983 qu'en 1968. Cela fait 44,9% de femmes, mais entre 20 et 40 ans, elles sont entre 67 et 63%. Avec très peu de variations donc, selon qu'elles ont des enfants à charge ou pas. La réduction du nombre des enfants participe sans doute à ce phénomène, puisque moins de 4 femmes sur 10 qui ont trois enfants et plus continuent à exercer une activité professionnelle. (La campagne pour le troisième enfant n'est donc pas si innocente...). Il y a aussi de plus en plus de femmes seules (augmentation des divorces).

Le contrecoup de ce désir de travailler, c'est le risque du chômage. Rappelons-en rapidement les chiffres trop connus : les femmes représentent 50% des chômeurs. Les plus privées du droit au travail sont celles qui font leurs premiers pas professionnels, les jeunes filles et jeunes femmes de 16 ans à 25 ans. 475 000 contre 320 000 jeunes gens. Elles restent aussi beaucoup plus longtemps en attente d'un emploi, en moyenne 30% de plus que les hommes.

EMPLOI PRÉCAIRE

Ce poids du chômage marque profondément le marché du travail féminin. Travail d'appoint, ça veut dire aussi pas de statut. 1 321 000 femmes étaient employées à temps partiel en 1981, caractéristique tout à fait féminine, puisque 243 000 hommes seulement étaient concernés. Elles font aussi les beaux jours des boîtes d'intérim où elles disputent la primeur aux jeunes de moins de 25 ans. Enfin, on les rencontre plus nombreuses que les hommes dans les contrats à durée déterminée : elles sont 47% des titulaires d'un tel contrat alors qu'elles ne sont que 33% dans le secteur privé.

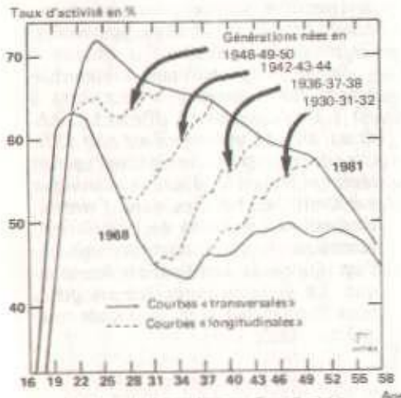
Travail d'appoint, travail de seconde zone, c'est enfin, travail peu qualifié. Les femmes sont en majorité O.S. et manœuvres (86%). Leur arrivée plus massive sur le marché du travail n'est pas le résultat d'une augmentation de cette qualification, au contraire puisqu'elles étaient 76% en 1968. En revanche, les ouvrières qualifiées ont diminué dans la même période de 3%. De ce fait, peu de professions leur sont ouvertes, 30 alors que les hommes ont un éventail dix fois plus large. En moyenne, elles sont 9% des cadres supérieurs, sauf dans le tertiaire (29,3%), où pourtant elles occupent la moitié des emplois. Conclusion, la femme est quasiment exclue d'un déroulement de carrière et de possibilités de promotion, sauf à être «petit cadre».

	Evolution du taux de chômage		Taux de chômage des femmes		Part des femmes dans le chômage	
	1975	1982	1975	1982	1975	1982
R.F.A	4,2	7,3	4,6	8,5	42	45,8
France	3,9	9,6	5	12,2	49	50,7
Italie	5,3	10,9	6,3	15,7	36,7	49,4
Royaume-Uni	3,8	12,8	2,1	9,9	20,5	29,6
Belgique	5,3	14,8	7,9	21,5	52,3	55,9
Luxembourg	0,2	1,5	0,2	2,4	35,2	47,4
Pays-Bas	4	11,1	3,1	10,9	21,7	31,7
Irlande	8,5	13,5	6,1	11,9	18,7	24,7
Danemark	4,6	9,4	3,2	9,3	29,2	44,6
Grèce	1,1	1	1	1,3	34,2	39,2
C.E.E. à 10	4,2	10,1	5,6	11,4	36,3	42,3

En Europe, une situation commune pour toutes : 42,3% des chômeurs sont des femmes.

SALAIRES AU RABAIS

Travail peu qualifié, ça veut dire bas salaire. En 1977, 77,9% des femmes gagnaient moins de 2 680,00 francs par mois, contre 50,6% d'hommes. Plus grave encore, à qualification égale, et malgré la loi de 1972 sur l'égalité des salaires, en 79, selon l'INSEE, les femmes gagnaient en moyenne 32,9% de moins que leurs collègues masculins. Plus une femme est qualifiée, et plus elle subira la discrimination. La force de travail de l'ouvrière se vend entre 19,8 et 30,6% moins cher que celle de l'homme, mais sa qualification supérieure subit une moins-value de 36,9%!



Graphique 1. France. Femmes. Taux d'activité professionnelle selon l'âge. 1968-1981.
Source : INSEE [1]

Qu'il faut donc du courage pour travailler quand on est femme. Il est certain que le poids de toutes ces disparités pèse considérablement pour dissuader les femmes d'entrer dans le monde du travail. Et pour elles, l'activité professionnelle est plus synonyme de servitude que de réalisation de soi. Un grand nombre de femmes souhaitent encore se consacrer à leur foyer et ne travaillent parfois que parce que le revenu familial est insuffisant.

Pourtant, une autre catégorie de femmes est née. Celle qui se veut femme à part entière, égale de l'homme, «moitié du ciel» en quelque sorte. Pour celle-là, le droit à un métier et à un emploi est un levier fort de sa lutte pour l'égalité. C'est cette femme aujourd'hui qui résiste à la logique de la crise et qui refuse d'abandonner ses conquêtes sur le terrain du travail. Au grand désespoir des économistes qui alignent les chiffres des demandeurs d'emploi. Ça les arrangerait tellement, si demain les femmes rentraient à la maison!

Les ouvrières américaines qui sont descendues dans la rue le 8 mars 1848, exprimaient déjà cette volonté d'égalité. La lutte des femmes contre les discriminations, c'est aussi la lutte pour l'égalité de toute l'humanité. Un homme qui opprime une femme peut-il être libre? ■

DE LA PROTECTION A L'ÉGALITÉ

Les femmes ont toujours travaillé. Dans l'agriculture d'abord. Avec l'apparition du capitalisme, elles sont devenues salariées de l'industrie (textile surtout : 73% des femmes salariées aux XVIII[e] et XIX[e] siècles). Elles ont aussi beaucoup travaillé comme domestiques jusqu'à la fin du XIX[e] siècle (17% en 1906). Il y avait 36% de femmes salariées en 1901. Mais en même temps que les femmes accédaient au travail salarié, les patrons créaient un double marché du travail : les femmes sont des salariés de seconde zone, sous-payées, sous-qualifiées, licenciées les premières. Elles subissent au travail la même discrimination que dans la vie sociale. N'oublions pas que les femmes ne sont devenues des citoyennes qu'en 1944 quand elles ont eu le droit de vote. La loi, au départ, a donc protégé les femmes contre une extraordinaire surexploitation : limitation de la journée de travail (à 10h en 1892), interdiction du travail de nuit, etc.

Ces mesures de protection ont longtemps camouflé d'importantes discriminations législatives. Ce n'est qu'en 1965 que les femmes au chômage ont eu droit aux mêmes allocations que les hommes. Il faut attendre 1972 pour l'égalité des salaires, 1975 pour l'égalité en matière d'embauche et de licenciement, et 1976 pour le droit à la formation professionnelle. Adoptée en décembre 82, la loi sur l'égalité professionnelle doit permettre de faire passer dans les faits des droits que les lois déjà votées n'ont pas réussi à mettre en pratique. C'est donc le côté contraignant qui est principal, contraignant et de surveillance : mise en place d'un Conseil supérieur de l'égalité professionnelle; définition des travaux ayant «valeur égale»; rapport comparatif régulier soumis au comité d'entreprise; priorité pour la formation professionnelle des femmes; interdiction de spécifier le sexe pour une offre d'emploi et suppression de la notion d'«inadaptation» pour le refus d'embauche ou le licenciement.

Enfin, les syndicats peuvent désormais se porter partie civile.

Corvéables à merci

Parions que vous avez déjà vécu cette situation : une réunion du comité d'entreprise. Le chef du personnel présente avec beaucoup de tristesse dans la voix, les chiffres de l'absentéisme. Comme «d'habitude», ce sont les jeunes femmes de moins de trente ans qui sont les «recordwomen»...

Mais quoi d'étonnant à ça? Cadences, travail à la chaîne, parcellisé à l'extrême, rapide et répétitif, c'est ainsi que se conjugue le travail au féminin pour une O.S. sur quatre (contre un homme sur treize). Sans compter, bien sûr, le poids de la double journée qui repose encore beaucoup sur leurs

épaules. Les femmes font un travail souvent plus astreignant, 20% d'entre elles ne peuvent pas quitter leur poste de travail en dehors des pauses prévues. 56% pointent alors qu'il n'y a que 31% des hommes (enquête auprès de 20 000 ouvriers faite par le ministère du Travail en 1978). Et elles sont 17% à travailler en équipe alors qu'il y a 13% d'hommes dans ce cas (mais les hommes travaillent aussi en 3x8, avec horaire de nuit).

Inégalités devant la discipline, face à une maîtrise souvent masculine, les travailleuses connaissent aussi les inégalités devant la santé, fatigue nerveuse en premier. Encore plus lors de leurs grossesses, car les batailles pour obtenir des postes assis ou des horaires plus réguliers sont souvent longues et difficiles. Le patron renâcle beaucoup à modifier ses normes de production dans ce cas et la loi ne protège la future mère qu'à partir du sixième mois. Conséquence, les mères ouvrières ont plus souvent des prématurés.

Voilà qui devrait peut-être relancer le débat sur la législation. Est-il temps, déjà, au nom de l'égalité revendiquée, de vouloir supprimer les lois qui protègent encore si mal les femmes? Devons-nous céder au chantage patronal qui assure que s'ils ne veulent pas embaucher les femmes, c'est parce qu'elles sont trop protégées? ■

Colloque de la Fédération Cornec des Parents d'Elèves sur l'insertion professionnelle des jeunes filles

PAPA FUME ET MAMAN COUD!...

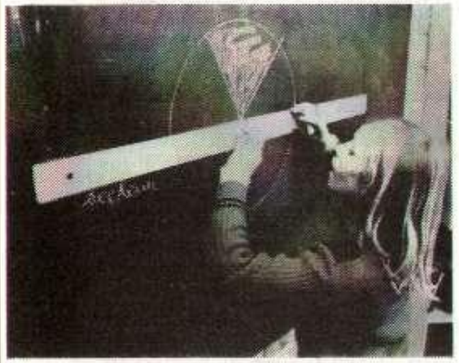
«Si elles deviennent nos égales, elles nous seront supérieures.» Cette maxime de Caton fait-elle encore école aujourd'hui? Si l'on en croit la loi, l'égalité des femmes est désormais acquise. Dans la pratique, c'est autre chose. 2 000 ans après, les mœurs reproduisent encore les vieilles discriminations. Dès l'école, et par l'école, les rôles se mettent en place. Comment remédier à cette situation qui évolue terriblement lentement? La Fédération Cornec des parents d'élèves avait réuni le 29 janvier 1983, un colloque pour contribuer au débat, sur le thème : «Formation, qualification, orientation et insertion professionnelle des jeunes filles». Une journée de travail qui mérite qu'on s'y arrête.

Présenté avec humour par Jean Andrieu, président de la FCPE, ouvert avec punch comme à son accoutumée par la ministre des Droits de la Femme, Yvette Roudy, le colloque s'était donné un large champ, chacune et chacun apportant sa pierre dans ce constat : les discriminations sociales que subissent les femmes ne datent pas d'hier, et elles se perpétuent. Ce, malgré la législation.

Seule une politique volontariste pourra donc en venir à bout, tant il est vrai que, comme l'affirmait J. Andrieu, citant Einstein, *«il est plus difficile de désagréger un préjugé qu'un atome»*. Mais si les discriminations que subissent les femmes dans l'emploi, tiennent du domaine de l'irrationnel, attention, il s'agit d'un préjugé qui s'est donné sa justification économique. Le système capitaliste est prévu pour fonctionner avec un double marché du travail.

L'ORIENTATION SCOLAIRE

Si dès sa naissance, l'éducation des petites filles les forme à devenir plus passives, dès l'école, l'orientation scolaire les achemine sur le deuxième marché du travail, celui du travail d'appoint, celui des voies sans issues qui rendront sa qualification nulle. Est-ce un hasard, si elles sont massivement dirigées vers les professions du textile, du commerce, de l'hôtellerie, du secrétariat, où peu d'entre elles trouveront un emploi dans leur qualification? A terme, elles iront grossir le nombre des O.S. ou des chômeurs. *«Pourquoi les femmes représentent-elles 38% des salariés de la construction électrique, alors que seulement 1,6% d'entre elles ont un CAP préparant à ces métiers?»* questionnait Yvette Roudy.



Ce n'est pourtant pas que les jeunes filles auraient plus de difficultés dans leur scolarité. Au contraire. C'est un paradoxe. La proportion de filles est toujours plus forte que celle des garçons dans les réussites. Elles sont plus nombreuses à obtenir le Bac. dans toutes les catégories (66,8% en 80). Mais dans les classes préparatoires aux grandes écoles, par exemple, elles ne sont plus que 30% (en 79). Orientée à 58% dans le second cycle long — contre 40% dans le technique court — la petite fille «se cultive» plus qu'elle n'apprend un métier...

PAS D'ACCUEIL DANS LE TECHNIQUE

Si malgré tout, la jeune fille veut faire un métier dit «masculin», il lui faudra beaucoup de courage et beaucoup de chance aussi. Ne parlons pas de la difficulté de se trouver seule fille dans une classe de garçons, constatons simplement que nombre d'établissements techniques ne sont pas prévus pour accueillir des filles : pas d'équipements sanitaires, pas de dortoirs, même pour certains qui sont construits depuis très peu de temps. Telle jeune fille qui veut faire électricité ou mécanique, se retrouvera en classe de sténo-dactylo*... Dans l'agriculture, par exemple, comme l'a souligné Madame Becouarn, la jeune fille sera automatiquement orientée vers les classes de comptabilité, selon ce principe qu'à la ferme, l'homme est sur le tracteur et la femme fait les comptes!

Comment s'étonner dans ces conditions, que les femmes aient dix fois moins de choix professionnels que les hommes?

F.P.A. : C'EST TROP TARD

Quand, entrée sur le marché du travail, elle veut essayer de rectifier le tir et d'acquérir un métier, par la formation professionnelle, il est souvent trop tard.

A peine 29% de femmes sont inscrites dans les stages. N'est-ce pas que, très vite, elles ont perdu leur mobilité? Le modèle familial n'a jamais été aussi uniforme qu'aujourd'hui : avoir deux enfants, entre 25 et 30 ans (cf. enquête d'Annette Langevin auprès de jeunes filles**). Juste dans les premières années professionnelles, années-clés pour la formation et la promotion, la jeune femme est obligée de consacrer la plus grande part de son énergie au maternage.

REFUSER LA DOUBLE IMAGE

Quand tous les rouages institutionnels convergent vers le même but, maintenir les femmes au foyer, il est parfaitement inadmissible de prétendre qu'il faut laisser aux femmes le choix de leur modèle, et que doivent coexister les deux images, de la femme qui travaille et de la femme au foyer.

Laisse-t-on le choix au petit garçon de s'imaginer *«se mariant et élevant des enfants»* ou *«ayant un métier»*? A la grande surprise de la salle, Madame Couton-Mazet, psychiâtre, a essayé de le faire. Combat d'arrière-garde de son aveu même, puisque d'après une enquête qu'elle a menée elle-même auprès de 80 petites filles, deux seulement se voyaient sans activité professionnelle à 30 ans!

Après ce difficile constat, nous n'allons pas semble-t-il vers des lendemains qui chantent. Si les ministères des Droits de la Femme et de la Formation professionnelle affirmaient haut et clair leur volonté d'agir pour renverser la tendance, on était un peu déçus par les autres protagonistes. Autosatisfaction du côté du ministère du Travail qui s'en remet aux lois Auroux et au développement des branches encore «asexuées» (nouvelles technologies) où les femmes pourront plus facilement prendre leur place. Ronron des représentants de l'Education nationale, qui n'ont rien prévu dans leur budget pour rectifier une situation qui leur incombe en premier lieu. Au contraire. Si l'école est sexiste dans ses manuels (femme de ménage et homme d'affaires***), si les établissements scolaires ne peuvent pas accueillir les filles... c'est que la société elle-même est encore sexiste. Aucune proposition concrète n'a été retenue, même pas celles lancées par Yvette Roudy de créer des foyers d'accueil à la place des internats et de donner aux enseignants une formation spécifique sur cette question par des stages. Là encore, la seule révolution technologique sera-t-elle porteuse de révolution culturelle? Heureusement, ni les parents d'élèves pour leurs filles, ni les femmes pour elles-mêmes ne vont rester à attendre le «sauveur» informatique.

* Voir aussi l'excellent article publié dans *Antoinette* n°213
** Dans *«Ces maternités qu'on dit tardives»*
*** C'est le titre d'un film de l'association «Pour une école non-sexiste».

FEMMES

L'apport des femmes dans le syndicat : une pratique plus concrète

Entrées dans le monde du travail salarié, les femmes s'engagent aussi dans le syndicalisme. Pour nous parler des problèmes et des acquis qu'elles y trouvent, nous avons interrogé Marie-Laure Herges, secrétaire du syndicat CGT du Commerce parisien.

Y a-t-il des difficultés spécifiques à la syndicalisation des femmes?

Dans le commerce, les femmes représentent nationalement 50% de la profession. Sur Paris, elles représentent entre 65 et 70%, parce qu'il y a beaucoup de grands magasins, de personnel de vente. Ça fait plus de 225 000 femmes.

Dans le syndicat, il y a près de 90% de femmes. Notre difficulté à nous, ce serait plutôt de syndiquer les hommes dans une profession où il y a plus de femmes. C'est lié aussi au fait que les sections ou syndicats d'entreprises sont plus menés par des femmes. Mais c'est valable uniquement sur Paris et pas nationalement.

Ce qui est plus un problème, c'est sur les jeunes, donc les jeunes femmes. C'est dû à pas mal de choses, à tout un système d'éducation et d'enseignement, à une non connaissance de leur histoire, à une pauvreté culturelle, à, aussi, une habitude d'individualisme.

Ce qui est à remarquer aussi sur la syndicalisation des femmes, c'est qu'il y a à peu près 5 ou 6 ans, on faisait souvent des opérations «cartes en mains», et on discutait avec un maximum de personnes pour savoir pourquoi ils étaient syndiqués ou non. Et il y a quatre ou cinq ans, il y avait des femmes qui disaient encore «mon mari ne veut pas». On l'a encore un peu aujourd'hui, mais beaucoup moins.

L'autre difficulté, c'est que vue la diversification de leurs contrats, embauches à temps partiel, démonstrateurs, contrats à durée déterminée, etc., les femmes ne se croient pas partie prenante totalement de l'entreprise. Le travail syndical c'est de leur montrer tout l'intérêt qu'elles ont à se syndiquer et qu'elles ont tout leur rôle à jouer.

N'y a-t-il pas aussi un problème de disponibilité, parce que la gestion du foyer repose principalement sur elles?

C'est une question qu'on pourrait aussi poser autrement. Parce que à partir du moment où les femmes deviennent militantes, et qu'elles sont confrontées à ce genre de questions, elles s'aperçoivent de leur rôle, et ça a une répercussion forcément sur leur vie familiale, sur la conception qu'elles ont du couple. C'est donc et un frein et en même temps une ouverture sur une autre conception de la vie.

Alors, il y a des réactions différentes. On voit des camarades qui quittent les réunions à l'heure où elles finiraient normalement leur travail, qui refusent d'aller en stage d'éducation quand c'est en internat, quand ça empiète sur leur vie familiale. C'est vrai qu'on a un certain nombre de salariées qui deviennent militantes bien souvent par la force des choses, parce que personne d'autre ne veut se présenter. Et malgré elles, elles se retrouvent à être déléguées et à prendre des responsabilités. Mais à partir du moment où elles grandissent dans leur conscience de classe et leur volonté d'agir, alors il y a une confrontation dans le couple. Y compris, des couples qui se sont défaits à partir du moment où la femme n'a plus accepté un certain ghetto. C'est intéressant de voir comment la vie militante a un impact sur toute la vie. Comment ça peut faire progresser leur conception de vie.

Est-ce que le syndicat pense qu'il a un rôle d'éducation par rapport à ce problème?

Je ne sais pas s'il le pense, mais de toute façon, il a un rôle d'éducation au niveau d'une analyse de la situation, et par conséquent de ce qu'est la femme. Dans tous les cours d'éducation, que ce soit au niveau moyen ou supérieur, on a toute une formation, sur la femme, sur l'évolution de sa situation, et pourquoi elle a eu à jouer ce rôle de s'occuper de toutes les affaires ou ménagères ou domestiques plutôt que l'homme. Et on fait très attention à ne pas opposer homme et femme parce qu'on pense que ça peut être très négatif, et qu'on ne peut progresser que si on fait prendre conscience et en même temps aux femmes et en même temps aux hommes. Par exemple, l'histoire de faire la vaisselle, nous, on dit «c'est une affaire de progrès technique et pas seulement de répartition des tâches». Parce qu'on n'a pas à perdre le maximum de son temps dans ces affaires-là.

Quel est l'apport des femmes au syndicat?

Le fait que les femmes adhèrent au syndicat, ça permet de faire avancer le syndicat dans des revendications, non seulement spécifiques aux femmes, mais aussi dans la forme. Parce que d'abord il y a une prise en compte de la totalité de la vie. Avant, on restait uniquement sur les problèmes de salaires et de conditions de travail. Le syndicat a pu ainsi s'occuper de problèmes de contraception, d'IVG, de logement, de transport, de crèches...

Les femmes ont toujours été habituées, de par la situation qui leur est faite, à être beaucoup plus concrètes que les hommes, c'est-à-dire de voir tout ce qui est organisation pratique et concrète. Je ne dis pas que les femmes n'ont pas une réflexion de fond, bien au contraire, mais elles relient leurs revendications et leurs réflexions à quelque chose de concret dans les entreprises. Et le travail du syndicat est beaucoup plus en profondeur.

Leur syndicalisation aussi, est plus confrontée à une pratique au départ. Il faut que ça colle à leurs aspirations. On a eu beaucoup de femmes qui ont adhéré, au départ, sur des problèmes de dignité et de brimades. Surtout dans le commerce, le droit de cuissage, ça existe hélas encore aujourd'hui. Elles adhèrent aussi avec des propositions de revendications. ■

PREMIER CONGRES DU COMITE NATIONAL CGT DE DÉFENSE DES CHOMEURS

Premier Congrès du Comité national CGT de défense des chômeurs, le 10 et 11 février dernier, au siège de la CGT à Montreuil, avec 280 participants.

Quatre ans après sa création (en avril 1979), avec environ 120 comités et 20 000 adhérents, ce Congrès pouvait présenter un bilan déjà riche d'une activité sans doute plus offensive depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, en particulier dans le domaine de la lutte pour l'embauche.

L'un des slogans de ce Congrès était d'ailleurs : *«Deux millions de chômeurs... construisons deux millions d'emplois»*, et Henri Damette (secrétaire sortant qui, appelé à d'autres responsabilités, a été remplacé par Christian Forgeot) termina le rapport introductif en proposant pour les six mois à venir l'objectif : *«Cent nouveaux comités, 100 000 chômeurs en moins»*. C'est une orientation plus axée vers la «lutte contre le chômage» (sans pour autant abandonner la défense des chômeurs) qui est plus propice à lier le combat des chômeurs à celui des actifs et à donner un caractère dynamique à leur action.

Les possibilités ouvertes par les contrats de solidarité, la retraite à 60 ans (*«Un départ, une embauche»*) etc., peuvent être saisies dans ce sens. Ça ne va pas sans difficultés. Il y a l'obstacle du patronat (*«croire qu'il est possible de le faire reculer autrement que par la lutte est illusoire»*). Il y a le gouvernement qui ne prend pas des mesures assez contraignantes à l'égard du patronat pour imposer les embauches. Il y a aussi les propres faiblesses syndicales, que des intervenants, confirmant le rapport, ont mis en lumière : les syndicats d'actifs *«pas toujours disposés à ce qu'on se mêle de leurs affaires»*, l'instabilité des comités s'il n'y a pas d'actifs qui s'en occupent, s'ils sont mal suivis par les UL ; une activité insuffisamment liée à une véritable politique de l'emploi dans la localité...

Henri Damette avait parlé de l'activité de la droite, en particulier en direction de la jeunesse (le *«fatalisme du chômage»*), à propos des immigrés (*«soyons francs : la campagne effrénée menée depuis 10 ans touche aussi des travailleurs..., jusque dans les files d'attente aux ANPE»*).

Bien d'autres questions ont été discutées : ANPE, formation professionnelle, protection sociale, problèmes spécifiques des jeunes, des préretraités, des femmes, et en particulier l'indemnisation du chômage, problème dont Oswald Calvetti devait souligner la gravité : le patronat qui a dénoncé la Convention de 1958, maintenant ses objectifs de 20 milliards d'économie, et la mobilisation n'ayant pas été suffisante pour faire triompher les positions de la CGT.

LES ÉCUREUILS SE FACHENT

Une journée de grève, à la Caisse d'épargne de Paris, le 18 février dernier à l'appel des syndicats CGT, CFDT et SUACCE, aboutissement d'un *«climat social intenable»* indique un communiqué de la CFDT. Climat voulu *«par la Direction générale, messieurs Viet et Boisson»* qui *«après s'être octroyé de forts avantages salariaux (...) s'en prend maintenant au personnel et au bon fonctionnement de la Caisse d'épargne de Paris»* :
gestion cachée au personnel ;
remise en cause totale du rôle des délégués du personnel et du CE ;
refus de négocier sur horaires, droits nouveaux, conditions de travail, recrutement ;
sanctions, mutations arbitraires, vexations quotidiennes ;
diminution des services à la clientèle...
En somme, tout va mal. A croire en effet que *«la Direction ne supporte pas les changements intervenus»* et soit animée *d'«un esprit de revanche vis-à-vis du personnel»*.

VICTOIRE A CHAUSSON

Le 17 février, après un mois, les grévistes de Chausson à Genevilliers décidaient, par 479 voix contre 115, de reprendre le travail. Sur un important succès, comparable quant au contenu à celui obtenu à la Régie Renault. Augmentation de 8% sur l'année 1983 avec un supplément pour les plus bas salaires : 11,3% jusqu'à 5 000,00 F, 10% jusqu'à 6 000,00 F, ce qui concerne 88% des ouvriers de Genevilliers.
Cette augmentation est applicable à l'ensemble du groupe Chausson qui emploie 11 000 personnes et travaille pour les deux grands groupes de l'automobile français : Renault et PSA.
Autres points importants : les cadences seront désormais affichées sur les chaînes, les grilles de salaires, jusqu'ici secrètes, seront communiquées, la direction s'est engagée par écrit à ne procéder à aucune sanction pour fait de grève...
Revendications voisines, problèmes voisins... Ce long conflit se conclut par un nouveau succès pour les O.S. (ici aussi immigrés pour la plupart) de l'automobile.

QUELQUES CHIFFRES

Connus ce mois-ci, les résultats officiels de 1981 des élections aux comités d'entreprise (il faut donc plus d'une année pour les rassembler ?).
La CGT, avec 32% des suffrages exprimés, reste largement en tête mais perd 2,2% par rapport à 1979.
La CFDT, avec 22,3%, gagne 1,8 point.
FO se maintient avec 10% et les élus «non-syndiqués» (non présentés sur listes syndicales), à 22,2%, gagnent 1 point.

Gilles CARPENTIER

A Renault-Flins, la direction après «réflexion» a maintenu les trois licenciements. La CFDT a lancé en riposte un mot d'ordre de grève à durée indéterminée.

En finir avec l'étranglement du Bassin industriel

La neige sur Decazeville, ce 15 février, n'a pas tout à fait effacé le gris de ce pays de charbon et d'acier. Au pied de la mairie, les cheminées, les toits des bâtiments, le haut fourneau en action de ce qui fut les AUMD (Acièries et usines métallurgiques de Decazeville), éclatées, après leur dépôt de bilan en 1977, en SESD, AFD et MMSR(1); au bout de cet ensemble, d'un côté, les bâtiments de la «découverte», mine de charbon à ciel ouvert dont les gradins viennent se perdre dans la brume au sommet de la colline; de l'autre, Vallourec, client encore principal de SESD. Plus loin, à Viviez, bourg tout proche qui est aussi l'accès voyageur par le train à Decazeville : la Vieille Montagne, propriété du trust belge du même nom, la sidérurgie du zinc. C'est l'autre pôle d'activité du bassin: un bassin qui compte bien d'autres bourgs au pied ou au flanc de collines à charbon auxquelles viennent se confondre (depuis le temps) terrils et crassiers. Le Gua, Aubin...les premières grandes luttes de mineurs en 1860 : 17 morts sous les balles de la répression! Des noms immortalisés par Zola dans *Germinal*, par Hugo dans un de ses poèmes.

Des mines, mise à part la «découverte» qui emploie 150 personnes (plus conducteurs d'engins que mineurs), il n'y en a plus malgré 66 jours de lutte en 1962 : mines occupées, grève de la faim... De 1962 à 1977, Decazeville a perdu 10% de sa population, malgré une reconversion qui ne fut une aubaine que pour les chasseurs de prime et qui fait que le mot lui-même est un mot à ne pas prononcer ici.

DE GRAVES MENACES

L'éclatement d'AUMD en 1977 a poursuivi la chute : de 1 050 à 850, 250 emplois perdus dans l'opération. Aujourd'hui, de graves menaces pèsent toujours sur l'existence-même de ses morceaux (2).

Quant à VM (Vieille Montagne) qu'on croyait, trop, intouchable, l'emploi s'y réduit, de 1 400 en 1977 à 1 100 aujourd'hui; des licenciements sont annoncés et l'on sent bien qu'à terme la maison-mère, disposant (à Angleur et Balen en Belgique) de capacités de production de 200 000 tonnes qui tournent à 80 000, n'a pas l'intention de conserver Viviez qui, à 70 000 tonnes actuellement, est déjà loin de sa production de 103 000 tonnes en 1975; d'autant que le minerai de la région n'est plus exploité, le fournisseur européen étant la Suède.

On le voit, c'est tout simplement l'existence-même du bassin qui est en cause.

Le premier ministre Pierre Mauroy, dans son tour de France pour l'emploi, est venu à Decazeville en octobre 1981; il s'est engagé à l'appui sans réserve du gouvernement. Mais de telles assurances ne suffisent guère à lever les inquiétudes, surtout que l'année qui suit voit s'accumuler de nouveaux nuages : chômage technique, annonce de licenciement, abandon de SESD par Creusot-Loire...

Les délégations de syndicalistes, d'élus, qui ont fait le voyage à Paris, à Matignon ou d'autres ministères, n'ont pas ramené non plus d'assez solides assurances pour écarter ces nuages.

Une journée bassin mort était organisée le 19 janvier avec manifestation à Decazeville. Ce même jour, les travailleurs de VM bloquaient le *Capitole* à Cahors... D'autres actions de moindre importance avaient précédé.

Les travailleurs ne restent pas inactifs dans cette situation aux causes multiples et dont les racines viennent de loin.

VIEILLE MONTAGNE : UN MAUVAIS COUP DE «L'EUROPE DES TRUSTS»

M. Fabre, un des responsables de la CGT à Vieille Montagne et membre de son comité inter-entreprises(3), souligne la dimension européenne du problème. *«L'Europe des trusts a fait un partage des créneaux; par exemple, à la Belgique le zinc»*, et il ajoute, *«on a chassé la droite, mais on n'a pas changé les orientations européennes; nous, ce qu'on veut, c'est une Europe des travailleurs»*.

Il ne croit pas aux problèmes financiers, toujours mis en avant bien sûr (*«Cette campagne sur les profits, ça fait mal»*) : *«Des bénéfices, il y en a, mais ils ne restent pas ici.»*

Comment voit-il les choses? *«Le trust VM est le premier dans le monde sur le plan technique, le troisième pour la production. Derrière, il y a la Société générale belge qui contrôle aussi l'Union minière. La tendance, c'est que la première transformation s'installe auprès des sources de zinc dans le Tiers Monde. En Europe, il n'y a plus que la Suède qui exploite des mines, très modernes (mais du zinc, il y en a, ici, en Bretagne...). VM a vendu des brevets au Pérou, à l'Algérie, à la Yougoslavie, la Thaïlande, le Mexique ... La transformation plus fine, les produits les plus finis se feraient en Europe. Ici, ça ne les intéresse plus.* (à condition que n'y vienne pas un concurrent!) *L'installation du laminoir en bâtiments qui ne sont plus chauffés par le haut fourneau (il est à SESD) ou la centrale à oxygène qui ne sert plus la fonderie...»*

Il y a une bonne combativité : quelques actions récentes le montrent. M. Fabre pense qu'il faut qu'elles soient maintenant plus dirigées contre leurs patrons, qu'elles visent aussi à faire prendre position aux instances régionales dont la décentralisation va accroître les pouvoirs, sans cesser de secouer les pouvoirs publics. *«Ce sera difficile et long.»*

Il y a aussi une commission tripartite (VM, syndicats, gouvernement) qui doit prochainement se mettre en place.

A.F.D. : LA CASSE, ÇA EXISTE

Daniel Astori, des AFD (220 personnes), que nous voyons après avoir pris un bon repas dans l'un de ces restaurants ouvriers comme il y en a, encore, beaucoup ici, était le matin à la réunion de son Comité d'entreprise. Son commentaire : *«Compte tenu de la situtation, on ne croit plus à ce qu'ils nous racontent.»* La situation? Lamentable. *«Un laisser-aller à tous les niveaux : des cadres qui démissionnent à peine arrivés, un chef d'équipe qui s'en va... des modifications qui se succèdent, pas de suivi.*

«On tourne à 180 tonnes par mois, pour une capacité de 800 tonnes et il y a jusqu'à 10%, 15% de rebut. A l'époque des AUMD, 5 à 6%, c'était déjà énorme.

«Il y a des accidents, des doigts coupés, une jambe abimée... Pas d'hygiène, des rats dans les douches... Une seule personne pour nettoyer toute l'usine, et encore pas à temps plein, alors qu'il y en avait trois avant.

«Il y a les aberrations liées à l'éclatement des AUMD : par exemple, les

Daniel n'a jamais vu les gars écœurés à ce point. Le service parachèvement où se trouve le chef du personnel Brossard a quelques avantages... A la fonderie c'est différent. Et c'est pire quand on est, comme Daniel, un militant CGT intraitable. Brossard est venu pour virer la CGT et le PC : il l'a dit lui-même. En 1979, quatre leaders de la grève de 1977 ont été licenciés : un coup qui ne pouvait se faire que sur la lancée du dépeçage des AUMD et ne pouvait qu'annoncer d'autres coups.

Daniel est le seul à chômer dans son service. Quand on trouve des clous sous la voiture de l'ingénieur, c'est lui qu'on accuse...

A tout point de vue, *«un vrai travail de démolition.»*

S.E.S.D. : LE PARADOXE DU LAMINOIR

Daniel nous accompagne pour rencontrer à SESD dans le local CGT, un des responsables, Michel Fages. Pour expliquer les difficultés et problèmes actuels, il reprend au dépôt de bilan en 1977, quand Vallourec, le presque unique client des AUMD, achetant à 26% en dessous du prix, a réduit ses commandes. *«On nous a contraints à accepter le plan Creusot-Loire et AFE* (Aciéries et forges de l'Est) *et la cassure SESD-AFD. On a obtenu la création de MMSR : cela permettait le maintien de toutes les activités AUMD.»* Lui aussi souligne les aberrations qui en découlent, aggravant les pertes d'exploitation déjà lourdes du fait de la production ralentie (les frais fixes demeurent), à la SESD comme aux AFD. Et c'est l'Etat qui éponge.

Les AUMD étaient un véritable banc d'essai : mise au point d'un procédé de coulée continue (passage direct de l'acier au produit semi-fini), d'un procédé d'acier inoxydable (repris par Ugines-Kuhlman et arrêté ici). *«On continue à tester à la forge, au trempage... On a toujours fait de la recherche ici; pourquoi pas le déclarer centre de recherche? On fait plus de 400 nuances d'acier, en petites coulées : une grande souplesse.»* La CGT propose d'augmenter la production et surtout d'*«ajouter plus de valeur au produit en allant jusqu'au laminage, jusqu'à des produits actuellement introuvables en France. Tout cela se ferait sans perte d'emploi, avec une amélioration des conditions de travail et donnerait une ouverture vers des possibilités nouvelles en aval.»* Ce projet centré autour de l'installation d'un laminoir et les études faites sur sa rentabilité ne sont pas contestées. Paradoxalement, Raymond Levy, Pdg d'Usinor dont la filiale CFAS (Compagnie française d'aciers spéciaux) a été pressentie pour reprendre la SESD abandonnée par Creusot-Loire, en tire argument pour condamner le projet : *«... au niveau marginal de pénétration du marché auquel peut prétendre Decazeville, ses atouts en matière de qualité et de souplesse d'outil donnent à cette unité des chances raisonnables d'atteindre ses objectifs. J'y vois, au plan de la profession dans son ensemble, une raison supplémentaire de condamner cette orientation.»* C'est ce qu'il écrivait en avril 1982 au ministre de l'Industrie (lettre publiée dans la presse à Decazeville fin 1982). Paradoxe seulement apparent en un temps où l'orientation générale est à la réduction de capacité, aux restructurations-concentrations, et où (selon R. Levy) Decazeville pourrait alors entrer en concurrence avec d'autres unités d'Usinor.

«Les directives communautaires prévoient 150 000 suppressions d'em-

→→→

SUR LE TERRAIN A DECAZEVILLE

plois en Europe» dit Michel Fages qui dénonce l'orientation donnée antérieurement à la sidérurgie française : acier plat, centré sur Dunkerque et Fos à partir du minerai de pays du Tiers Monde. *«Ces pays feront des sidérurgies. C'est donc une vision à court terme... Pour Decazeville si l'usine s'en va, c'est la ville qui meurt... C'est tout le problème des critères.»* Il ajoute que l'avance technique des AUMD sur le plan mondial (*«On a aidé l'Italie, les USA, pour la coulée continue»*), Creusot-Loire et Vallourec en ont bien tiré les royalties. Mais maintenant les autres sont allés plus loin : *«Le laminoir qu'on propose, il en existe deux aux USA et un en cours d'installation en Italie.»*

En attendant la reprise par la CFAS (qui devrait être effective en avril), c'est ici la gestion au jour le jour; le syndicat n'entend pas être tenu à l'écart des études en cours. Pour le rapport de force, il s'agit que chacun soit bien conscient de la situation. La sensibilisation doit être spécifique sur chaque boîte, Michel Fages conclut : *«Avant, on se bornait à se battre contre la fermeture; aujourd'hui, on va plus loin : on fait des propositions.»*

CE N'EST PLUS LE TEMPS DES MINEURS

Les spécificités propres à chaque boîte, les réflexions de ces militants en donnent une idée. Les mouvements actuels n'ont d'ailleurs pas apparemment l'unité qu'on peut juger nécessaire alors que chacun est menacé au même titre et que l'enjeu commun, c'est au fond l'existence même du bassin où vivent encore près de 30 000 personnes.

Mais cette unité ne va pas de soi : ceux de VM ne se sont guère impliqués auprès de ceux des AUMD en 77; en retour, peut-être, leur action aujourd'hui, leur «indépendance», n'est pas forcément bien vue. Quant à la sidérurgie en général : dans le Nord, en Lorraine ou ailleurs, elle semble bien lointaine... sans parler d'entreprises plus proches.

Lorsqu'on écoute André Moutte, mineur revenu ici prendre sa retraite après 34 ans de mine, après avoir comme bien d'autres vécu la «reconversion» d'après 1962 à la Mure (dans le Dauphiné) et à Carmaux, lorsqu'il parle de la lutte de 1962, on voit bien la différence. Cette cohésion des mineurs, cette solidarité, de toute la profession, au niveau local, dans le pays, à l'étranger même... *«Finalement, on a obtenu des avantages, mais on n'a pas pu empêcher la fermeture.»* Quant à la reconversion, *«ça a été une catastrophe»*.

En fait, pour lui, *«aujourd'hui, c'est la continuation de 62»*. Et les suites de 1962, cela pèse, d'autant que depuis, les choses se sont aggravées : le chômage massif, on vit avec, et avec la crainte du lendemain...

C'est différent, c'est plus difficile.

Quant au charbon, parenthèse, il affleure derrière la maison d'André, qui en a trouvé pas mal en creusant sa cave!... et qui pense qu'on pourrait facilement en exploiter ou réexploiter beaucoup de façon rentable...

MAIRE A DECAZEVILLE

Le maire, le docteur Pierre Delpech, nous reçoit dans sa mairie où il y a tout lieu de penser qu'on le retrouvera après les élections : il n'y a pas de liste d'opposition et dans la primaire à gauche, ce n'est pas le maire qui est en jeu.

M. Delpech mesure évidemment les difficultés du bassin : *«Il y a 2 000 chômeurs, mais ce n'est qu'un aspect du problème. En fait, la moitié du potentiel industriel a été perdue en 20 ans; il y avait alors deux fois plus d'ouvriers que maintenant... C'est l'étranglement petit à petit.*

«Dans la commune même de Decazeville(4), les ouvriers ne sont plus la majorité.» Comme les syndicats, il pense qu'*«il faut s'arc-bouter sur ce qui existe : le charbon, la sidérurgie, et industrialiser en aval en transformation de l'acier, des tubes... Le laminoir, c'est justement de la diversification aval dans le domaine des aciers spéciaux.»*

L'attitude du gouvernement actuel? *«Maintenant, on a au moins l'impression d'être écouté... Mais le passif est lourd.»*

Avec la décentralisation, la municipalité a plus de possibilités pour intervenir dans les problèmes d'emplois. Ainsi, par exemple, la loi permet à une municipalité de garantir des emprunts d'investissement. C'est ce qui va se faire à Decazeville (pour la première fois au moins en Aveyron), pour Manucentre, la seule entreprise à main-d'œuvre féminine : cela doit permettre le maintien de 160 emplois.

Le conseil municipal public du 17 février devait en discuter ainsi que du cadre et des limites de l'exercice de cette possibilité.

Au titre des difficultés, Pierre Delpech ressent *«une certaine dépolitisation, en particulier chez les jeunes, qui aboutit à une espèce de démission. Les gens ne participent pas. Ça se réduit au bulletin dans l'urne... Les jeunes dont le sort se joue actuellement, y participent-ils?»* Evidemment, comparée à sa propre jeunesse, très tôt aux JC (*«On passait des soirées à discuter politique.»*), à ses 35 ans de militantisme (qui lui ont apparemment laissé un solide dynamisme)... Mais, lui-même, ne reconnaît-il pas que, tout en ayant gardé ses convictions, il n'est plus à proprement parler un organisé politique?...

Comment la classe ouvrière, tout de même largment éclatée, sa cohésion ébranlée sous les coups de boutoir des restructurations et mutations successives, saura-t-elle peser, dans les conditions d'aujourd'hui, pour que les lois du système capitaliste (toujours en vigueur!) ne raye pas de la carte, demain ou plus tard, ce coin si riche en histoire, tradition, capacités ouvrières, pour préserver un avenir à sa jeunesse? Pour empêcher ce long «étranglement», en sortir?

Rien n'est écrit d'avance... Ce sera «long et difficile». Mais des hommes, qui ont ici leurs racines, en ont la volonté. Bien sûr, il faut souhaiter leur succès.

Enquête réalisée par
Gilles CARPENTIER
avec des camarades du Bassin de Decazeville

(1) SESD : Société d'exploitation de la sidérurgie de Decazeville.
AFD : Aciéries et usines métallurgiques.
MMSR : Mécanique et mécano-soudure du Rouergue.
(2) Après mai 1981, on a trouvé dans les bureaux ministériels une lettre de Barre prévoyant la liquidation de SESD pour fin 1981.
(3) Vieille Montagne compte en France trois autres usines à Bray-et-Lo, Calais et Creil et une direction française à Paris.
(4) La commune de Decazeville compte actuellement 10 500 habitants.

CITROEN-AULNAY

Quels enjeux?

Au moment où nous mettons sous presse, la lutte contre les licenciements décidés par la direction Citroën à la suite des événements du 2 février se poursuit : la direction de Citroën en appelle à la légalité pour confirmer son coup de force. Mais déjà, les licenciements de Citroën-Aulnay cristallisent certains enjeux très actuels dans le pays.

CINQ ENJEUX

Quels sont ces enjeux?

1) Il y a d'abord la volonté de revanche de Citroën; elle est claire. Pour une firme engagée dans une lutte à couteaux tirés avec la concurrence étrangère, une CGT puissante risque de faire baisser le taux de profit, elle doit donc périr, ou, pour le moins, être décapitée.

2) L'automobile est bien un secteur stratégique pour l'impérialisme français et mondial, et il est de fait que la «belle époque» de l'exploitation sans limite, des années de l'expansion –50-70– où l'immigration se conjugua avec la prolétarisation de milliers de paysans pour fournir aux firmes automobiles françaises de la main-d'œuvre encore peu éduquées syndicalement, cette époque se termine. Et cela, Citroën a du mal à le vivre!

3) C'est la remise en cause du taylorisme et du fordisme par les O.S. de l'automobile, «le mal des O.S.», indice de limites atteintes par cette forme d'organisation du travail, qui a été un des piliers de l'essor du capitalisme au XXe siècle, et qui a été précisément introduite en France dans l'automobile par André Citroën.

4) Il y a l'inquiétude du patronat français quant aux salaires en 1983. Le CNPF considère l'accord Renault comme une «catastrophe», et va tout faire pour limiter à 8% la hausse des salaires en 83. Ce n'est sûrement pas par hasard si la provocation a brisé, momentanément du moins, une mobilisation offensive qui s'annonçait très forte sur les salaires, en amenant les forces des travailleurs de Citroën sur le terrain de la lutte contre les licenciements. C'est, de plus, une manœuvre «classique» pour le patronat...

5) Il y a la non moins grande inquiétude du patronat français devant les nouvelles lois Auroux, en particulier devant ce que la pratique du syndicalisme de notre pays peut en faire. Il n'est que d'entendre les hurlements de la droite dans *Le Figaro* sur le thème : «La CGT veut prendre le pouvoir dans les usines» pour s'en convaincre.

NE PAS PERMETTRE LA REVANCHE DU PATRONAT

Cela fait beaucoup de bonnes raisons pour le patronat de mener campagne contre les O.S. de l'automobile, et de Citroën en particulier, sur le thème : *«Les immigrés fanatisés par l'Islam mettent en danger l'automobile française.»* L'objectif est d'isoler les O.S. de l'automobile du reste des travailleurs sur des enjeux qui sont précisément l'affaire de tous les travailleurs de France : salaires, droits syndicaux et libertés, contenu du travail.

Pierre Mauroy et J. Auroux, sur ce terrain, se sont fait piéger ces derniers temps par Citroën. Leurs déclarations ont renforcé la campagne d'isolement des O.S. menée par la droite.

La victoire des ouvriers de Citroën en mai 82, c'était aussi –ils l'ont expliqué– un fruit de mai 81. Citroën, le patronat –les documents patronaux cités en attestent– se sont alors sentis lâchés par le pouvoir, ils n'ont pas pu compter sur les CRS pour assurer leur «liberté du travail» et faire évacuer les piquets de grève d'Aulnay. Par leurs déclarations, P. Mauroy et J. Auroux, ce dernier en particulier, ont dans les faits donné le feu vert à Citroën pour licencier. Citroën n'a-t-il pas fait distribuer en tract ces déclarations d'Auroux?

Le patronat et la droite jouent à fond sur cette situation, et veulent faire du ministre qui aida à la naissance de la dignité à Aulnay au printemps 82, l'instrument de son étranglement en février 83. Permettre, d'une façon ou d'une autre, le licenciement de ces douze hommes qui ont puisé dans le changement de gouvernement de mai 81 des forces pour gagner leur liberté, serait à coup sûr offrir à la droite, à la grande bourgeoisie, une très belle revanche, et ce au moment des municipales.

Marc PERRIN

UN DOCUMENT QUI MÉRITE DE LA PUBLICITÉ

«Il est clair que le principe général de l'action antérieur consista à redonner confiance aux ouvriers, aux Maghrébins, aux agents de maîtrise, aux cadres, aux syndicats réformistes, à tous les alliés de l'intérieur et de l'extérieur, aux journalistes qui nous sont proches, à l'opinion publique mal informée... Redonner confiance, c'est inverser le sens de la terreur, c'est devenir soi-même capable de terroriser les terroristes, et par conséquent de rétablir la symétrie, la réciprocité tonique de la violence. A cette condition, nous pourrons rallier la masse considérable des hésitants, des tremblotants qui voleront alors au secours de la victoire.

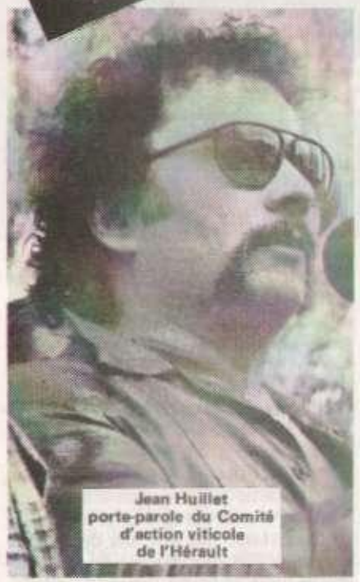
«Alors comment opérer? D'abord et hélas, par la violence elle-même. N'ayons pas peur des mots.»

Conférence de M. Fauvet, membre de la direction du personnel et des relations sociales (!) du groupe Peugeot-Talbot-Citroën, pendant les séminaires de «formation» des agents de maîtrise, octobre 82.
Texte communiqué par la CGT, lors d'une conférence de presse (10/2/83)

«L'Europe des travailleurs, on n'est pas contre»

VITICULTURE

Les viticulteurs méridionaux viennent à nouveau d'entrer en action pour défendre leur revenu qui s'effondre. Au soir de l'une d'elles, nous avons rencontré Jean Huillet, porte-parole du Comité d'action viticole de l'Hérault et responsable du Mivoc-Union départementale Travailleurs-Paysans de l'Hérault (Mivoc : Mouvement d'intervention viticole occitan). *Travailleurs* publie des extraits de cet entretien, intégralement reproduit dans *Chronique viticole*, bulletin du Comité régional du PCML de Languedoc-Roussillon.



Jean Huillet
porte-parole du Comité d'action viticole de l'Hérault

■ Peux-tu, tout d'abord, nous présenter la situation de la viticulture méridionale aujourd'hui?

La situation est assez dramatique car nous avons très peu de sortie de chaix, nous avons les prix qui se sont cassé la figure, qui sont passés de 17,20F au moment des vendanges à un niveau stabilisé à 16,00F aujourd'hui, avec des cas exceptionnels à 14,00 ou 14,50F, ce qui veut dire que nous sommes en chute libre sur le problème des prix alors que les importations ont baissé. (...)

Le problème qu'il y a eu, c'est que le vignoble septentrional a eu la récolte du siècle et que les Appellations d'origine contrôlée ont déclassé des vins en quantité importante et ont inondé le marché de vins de table. On ne veut pas faire la guerre contre les viticulteurs des autres régions mais on voudrait bien qu'il y ait une organisation de marché pour pallier ce genre de situation.

A l'heure actuelle, la trésorerie des viticulteurs est très entamée, il y a des découverts bancaires qui sont, au niveau des caves coopératives de l'ordre de 200, 300, 400, 800 millions (par exemple, ma cave coopérative n'a pas vendu une goutte de vin de l'année 82 et a encore 6 000 hl de la récolte précédente. Il y a plus de 15 ans qu'on n'avait pas vu cela à la cave coopérative). (...)

■ Devant la situation du marché à l'heure actuelle, les Comités d'action viticole ont engagé des actions auprès des élus avec l'intervention au Conseil général de l'Hérault et puis, hier et aujourd'hui, sur le terrain. Peux-tu préciser ce que vous comptez faire maintenant et pourquoi?

On a dit qu'on menait des opérations crescendo. Nous avons d'abord interpellé le Conseil général, qui maintenant représente l'exécutif, en lui demandant d'alerter les instances gouvernementales. Deuxième étape : aujourd'hui, le Comité de gestion était réuni à Bruxelles. Nous avons manifesté pour lui faire sentir que nous existions. Il y a eu des actions dans l'Aude et l'Hérault. Le *Talgo*, le train international Barcelone-Genève a été arrêté à Béziers avec interruption totale du trafic pendant 1h30 et, le *Talgo*, en ce jour de Carnaval a été peint avec les slogans portant nos revendications et avec des croix occitanes. Pourquoi le *Talgo*? C'est un train à caractère international et nos problèmes sont des problèmes internationaux et, aussi, c'est un train espagnol et nous voulions marquer symboliquement le fait qu'il ne faut pas que l'Espagne entre dans le Marché commun dans son état actuel de fonctionnement.

Après, des viticulteurs, certainement mécontents de la pratique du commerce local, sont allés visiter des supermarchés et ont détruit une partie des stocks de bouteilles provenant de «différents pays de la Communauté». (...)

Le «Talgo» bloqué en gare de Béziers.

■ Vous réclamez donc instamment une distillation exceptionnelle?

A court terme, et conjoncturellement, on est bien clair là-dessus, ça ne réglera pas tout, loin de là, mais pour pouvoir relancer le marché, il nous faut une distillation exceptionnelle dans les délais les plus brefs. Si nous ne l'avons pas, eh bien, le Comité d'action viticole qui est dans le Languedoc l'expression du point de vue du viticulteur de base, reprendra le chemin de la lutte.

■ Peux-tu préciser ta position sur l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun?

Au niveau de l'U.D. Mivoc Travailleurs-Paysans, nous pensons que, à la limite, c'est pas le problème essentiel et on dénote par rapport à l'ensemble des autres organisations professionnelles. On est pas là pour faire de la démagogie facile sur le problème de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Bien entendu, nous sommes contre dans l'état actuel des choses. Nous sommes contre et nous l'avons prouvé par les actes, puisque, l'été dernier, c'est nous qui étions sur le terrain en train de vider des camions de fruits et légumes appartenant à la communauté espagnole. Il est donc clair pour nous qu'il n'est pas question que l'Espagne entre aujourd'hui dans le Marché commun.

Mais derrière ça, il y a plus grave, il y a que, si nous avons une garantie du revenu du travail des agriculteurs par une mise en place d'une structure économique qui tienne la route, à ce moment-là, l'Espagne peut très bien rentrer dans le Marché commun, parce que nous n'avons aucun préjugé contre l'Espagne ou pour l'Espagne.

Une action pour la survie des viticulteurs.

Il y a une Communauté européenne qui existe dans les faits. L'Europe ce n'est pas que la CEE, c'est un phénomène social, géographique, qui existe.

Nous sommes très proches des Espagnols, nous sommes méditerranéens et nous sommes plus proches des Espagnols que des Anglais, sans racisme aucun. Notre peuple a fait la démonstration de sa solidarité avec l'Espagne. En 36, des tas de réfugiés politiques espagnols ont trouvé tranquillité dans nos murs et dans nos maisons. Nos villages sont peuplés de gens originaires d'Espagne. On va pas faire de la démagogie facile en faisant dresser les gens les uns contre les autres à partir d'un racisme latent qui existe en chacun de nous, hélas.

Alors, ce qu'on dit, c'est que, effectivement, on se battra pour que l'Espagne ne rentre pas immédiatement dans la CEE mais, le combat que nous menons en priorité, c'est pas le combat négatif et nihiliste par rapport à l'entrée de l'Espagne, c'est le combat qui réclame la garantie de revenu du travail des viticulteurs. Une fois que nous aurons ça, l'Amérique entière peut entrer dans la CEE, on s'en fout, puisqu'il y aura une structure de marché qui garantira le revenu des gens.

A ce moment-là, même, on souhaitera que l'Espagne entre dans la CEE, dans la solidarité internationale paysanne que nous voulons assumer dans notre syndicat, on préférera que les Espagnols rentrent et bénéficient des structures de garantie du revenu.

Dans l'état actuel des choses, notre refus est non seulement motivé par le fait que nous avons peur d'être ruinés mais aussi parce qu'on sait très bien le cadeau empoisonné que l'on donne à nos amis espagnols.

S'ils rentrent aujourd'hui dans la Communauté, ils vont passer à la toise de l'austérité communautaire; ils auront les problèmes spécifiques à la nation espagnole et en plus ils hériteront du chômage international, de la mobilité de la main-d'œuvre, qui fera que des régions entières, notamment l'Andalousie, seront désertifiées complétement au profit de grands capitalistes internationaux.

Si l'Espagne rentre aujourd'hui, ça servira d'abord aux capitalistes internationaux. On sait que Rotschild achète des milliers d'hectares en Espagne depuis 10 ans et c'est pas au hasard, c'est lui qui en profitera et pas le pauvre paysan espagnol.

Aussi, on est très clair, on fera pas de démagogie, on se bagarre d'abord pour la garantie du revenu des viticulteurs.

■ Le Mivoc U.D.-T.P. a, dans ce cadre-là, rencontré des viticulteurs italiens. Peux-tu nous préciser le sens de cette démarche?

L'esprit en est le même. Même si nous n'étions pas les derniers pour vider les camions italiens, on n'a jamais voulu en faire un problème national. On n'a pas vidé ce vin parce qu'il était italien, mais parce que c'était un vin d'importation spéculative sur notre dos et que c'était de la concurrence déloyale de la part d'importateurs peu scrupuleux.

Aussi, en pleine guerre du vin, nous sommes allés rencontrer des viticulteurs italiens et nous avons discuté avec eux; nous en avons même sorti un texte commun sur la réglementation européenne et les contacts continuent. Nous allons recevoir des Italiens très bientôt et nous irons en Italie dans les mois qui viennent.

Cette démarche n'est pas que bilatérale avec l'Italie. Nous avons décidé au niveau du syndicat, de rentrer en contact avec l'ensemble des professionnels de tous les pays méditerranéens pour savoir ce qu'ils pensaient, pour se connaître et justement pour éviter les dérapages xénophobes dans les revendications. Nous irons cet été en Grèce, nous irons au Portugal, nous avons des contacts avec les Espagnols et nous irons et nous avons même des contacts avec l'Algérie.

Ceci étant, nous envisageons dans un ou deux ans, au plan national avec la CNSTP (Confédération nationale des syndicats de Travailleurs-Paysans) de faire une rencontre avec l'ensemble des agriculteurs de l'Europe, ayant des positions différentes de celles des gros propriétaires européens, ou des gros marchands européens, pour que, au niveau européen, une voix nouvelle s'élève en disant : «Il n'y a pas de racisme national dans nos positions, mais:

—L'Europe des marchands, on n'en veut pas

—L'Europe de l'argent, on n'en veut pas

—L'Europe des capitalistes, on n'en veut pas

Par contre, l'Europe des travailleurs, a priori, on n'est pas contre.»

Propos recueillis par
Daniel PIOCH

COLLEGES

VERS UNE VERITABLE DEMOCRATISATION ?

Le 1er février, A. Savary, ministre de l'Education nationale, rendait publiques les premières mesures d'une refonte globale des collèges d'enseignement secondaire (CES). Elles constituent l'aboutissement des travaux de la commission présidée par Louis Legrand dont le rapport, publié en décembre 82, a déjà fait couler beaucoup d'encre.

UNE VOLONTÉ : LUTTER CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

En 1975, la réforme Haby instituait le collège unique : tous les enfants sortant de l'école primaire rentraient en 6e au CES, et y suivaient un même enseignement.

Le problème apparu très vite a été celui de l'hétérogénéité : tous les enfants arrivant en 6e –ce qui est positif–, n'ont pas le même niveau scolaire, ni les mêmes goûts ni les mêmes aptitudes pour les mêmes matières. L'hétérogénéité est un fait normal, lié à l'existence même du collège unique. Or, la réforme Haby n'avait rien prévu pour prendre en charge cette hétérogénéité, tant en ce qui concerne les programmes, l'organisation des classes, que le travail à la formation des enseignants.

Un système unique, rigide, qui s'applique à un ensemble d'élèves très différents les uns des autres, ne peut donc, malgré les louables intentions, que renforcer l'échec scolaire : seuls les élèves «sans problèmes» pourront traverser sans encombre les années de CES et poursuivre leurs études en lycée. Pour les autres... ils sont orientés en classes de CAP, ou en préapprentissage, ou, pire, en CPPN.

Constatant le caractère sélectif du système actuel où ne sont pour l'essentiel prises en compte que les capacités «abstraites», «intellectuelles» des enfants, où n'est finalement admis qu'un seul type d'acquisition des connaissances (ce qui correspond aux normes sociales du savoir), Legrand propose au fond que ce ne soient pas les élèves qui s'adaptent à l'enseignement, mais l'enseignement aux élèves : que le collège accueille l'ensemble des enfants sortant de l'école primaire, mais en respectant la diversité de leurs acquis, de leurs goûts et de leurs capacités. Avec comme objectifs de développer les aptitudes des élèves dans les différents domaines, et de procurer une formation adaptée aux besoins sociaux. Pour L. Legrand, il s'agit de *«supprimer les ségrégations internes imputables à la sélection précoce* (...), *lutter contre l'échec scolaire* (...), *développer les capacités d'autonomie, de responsabilité et d'usage de la liberté,* (...), *faire en sorte que le collège réponde aux nouvelles exigences sociales d'élévation du niveau de culture et de qualification professionnelle de la nation.»*

LES GRANDES LIGNES DU PROJET LEGRAND

Les mesures que préconise L. Legrand concernent tous les aspects de la vie scolaire :

–disparition de la classe traditionnelle; les élèves seront répartis selon des *divisions* (24 élèves) par matière. En maths., français et première langue, ces divisions seront homogènes (par niveau), les élèves pouvant passer d'une division à une autre en cours d'année.

–une plus grande place est faite au sport et aux activités artistiques. Le rapport propose dès la 6e un enseignement *polytechnique*, visant à familiariser les jeunes avec les techniques actuelles.

–dans le cadre des programmes définis nationalement, chaque établissement aura la possibilité d'adapter les enseignements en fonction des réalités locales.

–chaque professeur sera chargé du suivi individuel de 12 à 15 élèves : ce *tutorat* a pour but d'aider l'élève à prendre peu ou prou son travail en charge, à devenir autonome.

–cette refonte suppose un travail collectif des professeurs, qui constitueront des *équipes pédagogiques* chargées de mettre en place les projets pédagogiques, du suivi des élèves des différentes divisions.

–l'élaboration des projets pédagogiques de l'année, l'évaluation des progrès réalisés par les élèves (et non simplement les échecs), avec parents et élèves seront les tâches des conseils remplaçant les conseils de classes-tribunaux.

–chaque établissement disposera d'une plus grande autonomie dans la mise en place des structures pédagogiques.

–le rapport Legrand propose enfin une uniformisation des services des enseignants : 16h de cours, 3h de concertation, 3h de tutorat.

UNE RÉNOVATION SUR LA POINTE DES PIEDS

Si le ministère a repris la plupart des propositions de Legrand, leur application risque fort de demeurer lointaine et minoritaire : A. Savary a déclaré, en effet, que les premières mesures seraient appliquées en 1984, et seulement dans les **établissements volontaires**. Il a d'autre part laissé dans l'ombre la question des services des enseignants, ainsi que l'évaluation des moyens nécessaires. Or, pour les enseignants, la redéfinition de leur service n'est acceptable que si elle va dans le sens d'une amélioration de leurs conditions de travail; sur ce point, le rapport Legrand manque de clarté. Quant aux moyens, il est sûr que la politique d'austérité pratiquée par le gouvernement actuellement risque de les limiter considérablement : dès lors, cette rénovation, aussi bonne soit-elle dans ses intentions, ne pourra aboutir à terme.

Dans l'immédiat, le ministère à prévu deux journées d'information dans les collèges, en mars et en mai : ce sera l'occasion pour les parents, les élèves et les enseignants de reprendre à leur compte les objectifs de cette rénovation, d'en définir les moyens, d'en préciser les contenus, afin d'aboutir à une réelle amélioration dans les CES, de faire échec à l'échec scolaire.

Christian LAPLACE

«Plus jamais ça...»

«Plus jamais ça» ce fut le serment des hommes et des femmes revenus des camps de la mort, qui inspira l'action de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes depuis près de quarante années.

Il suffit de pénétrer au siège de la Fédération, rue Leroux, pour saisir qu'il ne s'agit pas d'une association comme les autres. Ici, le dispensaire contigu rappelle assez combien une génération d'hommes et de femmes a payé de sa santé et de sa vie le prix de la liberté pour tous. Ici, dominent une chaleur particulière dans les contacts, une solide fraternité.

L'actualité –avec le procès Barbie– a motivé ce «voyage» au sein de la FNDIRP. D'aucuns, jeunes ou moins jeunes, disent parfois que l'évocation des anciens combats détourne de ceux d'aujourd'hui. Sans nul doute ils se trompent, car connaître les luttes antinazies si proches encore renforce la conscience pour l'action nécessaire ici et de par le monde, contre le fascisme et l'impérialisme. A la FNDIRP, les témoins, gardiens du souvenir, préoccupés de transmettre leur expérience, sont aussi des militants soucieux du présent et vigilants, des hommes et femmes tournés vers l'avenir.

Camille GRANOT

SIGNES DISTINCTIFS

Naissance En octobre 1945 sous l'impulsion de Frédéric-Henri Manhès (mort en 1959), compagnon de la Libération, adjoint de Jean Moulin et de Marcel Paul (mort le 11 novembre 1982), communiste, responsable syndical, résistant et déporté à Auschwitz et Buchenwald, ministre de la Production nationale à la Libération.

Objectifs Un *Manifeste* –du 1er septembre 1945– appelle les déportés, internés et résistants à s'unir dans une Fédération :
«–pour la défense de vos intérêts matériels et moraux;
«–pour sauver de l'oubli votre martyr et faire qu'il n'ait pas été vain;
«–pour faire du monde des déportés et internés politiques le haut lieu de la pensée et de la lutte antifascistes;
«–pour que nous-mêmes et nos enfants ne revoyions plus jamais ça.»

Adhérents et organisation Près de 35 000 cotisants à la Fédération, son fichier comportant 60 000 noms de déportés et internés. Les membres des familles des déportés peuvent être adhérents.
La FNDIRP est organisée en associations départementales.

Réalisations sociales Centre de diagnostic et de soins, centre de postcure et de réadaptation professionnelle, centre hospitalier, maison de retraite médicalisée...

Presse *Le Patriote Résistant* (n°500 en juin 1981)

Yves Morel

Secrétaire général adjoint de la FNDIRP répond à nos questions

■ En ce qui concerne les droits spécifiques des déportés, internés, patriotes et résistants, votre Fédération a mené de nombreux combats depuis la Libération. Pouvez-vous les évoquer rapidement? Quels problèmes restent en suspens?

En ce qui concerne les internés et déportés, patriotes et résistants, nous continuons à avoir certaines revendications. Cette activité revendicative ne tient pas au caractère propre de notre association qui se serait bien dispensée des années d'activités menées dans ce domaine pour faire reconnaître les droits à réparation des différentes catégories.

Au départ, il y a eu une discrimination d'ordre politique qui aboutissait à donner dans les faits des droits à réparation différents selon un critère politique. Le premier combat de la Fédération a été mené contre *«l'existence des deux statuts»*, un statut de déportés et internés dits «politiques» et un statut de déportés et d'internés dits «résistants» qui aboutissait à des droits à réparation différents. C'est à l'honneur de la Fédération d'avoir lutté pour obtenir la parité des droits entre les deux statuts. Ce succès, gagné après des années de combat, l'a été en raison d'un point fort de la Fédération, celui d'avoir obtenu l'appui complet de tous les déportés, internés, patriotes et résistants, quelles que soient leurs sensibilités.

La Fédération regroupe toutes les sensibilités de la Résistance sans aucune exclusive; cela nous a permis d'obtenir certains succès.

Il reste des problèmes qui intéressent d'ailleurs l'ensemble du monde ancien combattant, à savoir le problème de l'application loyale de ce qu'on appelle le «rapport constant», c'est-à-dire la relation entre le niveau des pensions et le salaire de base de la Fonction publique, afin que soit maintenu le pouvoir d'achat. Ce problème, point de conflit avec l'ancien gouvernement, est en passe d'être réglé avec le gouvernement actuel. C'est une revendication d'ordre général pour tout le mouvement ancien combattant.

Parmi les revendications spécifiques, il reste à faire reconnaître complètement le droit à pension des internés politiques et résistants, mais surtout politiques, et des patriotes résistants à l'occupation d'Alsace et de Lorraine qui ont refusé l'incorporation de force dans les rangs de l'armée allemande et qui ont, pour ce fait, été internés dans les camps de l'Allemagne nazie; les droits à pension de ces derniers sont encore très restreints. Enfin, une des dernières revendications est celle qui concerne les veuves de nos camarades disparus et leurs ascendants, dont le niveau de pension nettement inférieur au SMIC ne permet pas une vie décente en rapport avec la réalité des besoins aujourd'hui.

Un autre problème en suspens qui résulte d'un contentieux depuis la Libération concerne l'attribution des titres de déportés, d'internés, résistants contestés pendant de longues années pour des raisons de discrimination politique. C'est là une revendication morale encore pour un grand nombre de nos camarades. C'est aussi en cours de discussion et de règlement avec le ministère des Anciens combattants.

■ La Fédération joue un rôle de «témoignage et de vigilance» : pouvez-vous nous donner un aperçu de ses actions récentes à ce propos?

C'est ce que nous appelons la «transmission du message», ce que nous devons transmettre en particulier à la jeunesse, de notre expérience dans la Résistance, dans les camps et les prisons. Depuis notre retour, c'est un effort constant que nous avons traduit dans nos différentes éditions : un ouvrage *«La Déportation»*, une collection importante de témoignages qui comporte cinq volumes *«L'Enfer nazi»*, des expositions et des plaquettes plus restreintes, telle que celle que nous mettons à la disposition des établissements scolaires *«L'impossible oubli»*.

C'est aussi notre participation à la préparation et à la réalisation du concours national de la Résistance et de la Déportation qui intéresse les classes de troisième et les terminales des lycées et collèges. Depuis le 10 mai, nous participons au jury national de ce concours dont nous avions été exclus pour les mêmes raisons discriminatoires qui frappaient les «déportés politiques». Cela nous permet de proposer des thèmes et de donner notre avis.

Le département *«témoignage et vigilance»* est une activité importante de notre association au plan national et départemental : témoignage sur le passé mais aussi appel à la vigilance aujourd'hui, ce qui nous a conduits à éditer un ouvrage de l'une de nos membres du Comité d'honneur de la Fédération, Marie-Jo Chombart de Lauwe, *«Complots contre la démocratie»*, remis à jour récemment. Il s'agit de dénoncer les actitivés néo-nazies mais aussi les activités d'extrême-droite ou de droite qui tentent de déstabiliser le régime démocratique et développent toutes les théories du régime fort, d'ordre qui rappelle celui de Pétain, et en définitive le régime nazi.

Marcel Paul, président fondateur de la FNDIRP

En ce domaine, nous avons organisé des manifestations importantes notamment à la suite des déclarations de Darquier de Pellepoix, et avons œuvré à l'union de toutes les associations de déportés et de résistants contre ces déclarations et en définitive contre toutes les théories qui nient le génocide perpétré par les nazis, l'existence des chambres à gaz.

Toutes nos activités sont liées. Ainsi, nos activités commémoratives. Cela peut paraître un peu dépassé, suranné pour les jeunes que nous célébrions la Journée de la Déportation, ou le 8 mai ou des cérémonies particulières, que nous nous inclinions devant les stèles érigées partout en France en hommage aux déportés et aux résistants. C'est aussi un de nos rôles, cela participe à la lutte contre l'oubli d'autant plus que nous ne limitons pas notre activité à cela. Notre activité, c'est parallèlement les expositions, les colloques, les projections de film, les discussions avec la jeunesse pour expliquer. Cette activité-là est intense : par nos seuls moyens de diffusion, nous avons diffusé 80 000 exemplaires de *«La Déportation»* —ouvrage volumineux, près de 400 000 exemplaires de *«L'Impossible oubli»*. Près de 500 expositions circulent en France et plusieurs centaines de collections de diapositives. Il reste encore beaucoup à faire. Mais nous nous y attachons.

■ Qu'attendez-vous du procès de Barbie? Quelles initiatives votre Fédération prend-elle à ce sujet?

Nous attachons une grande importance à l'emprisonnement de Barbie en France sur les lieux de ses crimes. C'était une de nos revendications : qu'il soit jugé en France et à Lyon. Ce succès pour la Résistance et la Déportation a été rendu possible avec la conjonction d'un changement de gouvernement en France et d'un changement de gouvernement en Bolivie.

L'esprit qui nous anime n'est pas un esprit de vengeance. C'est surtout un esprit de justice. Nous pensons que dans le domaine des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, pas un seul des assassins ne peut échapper au châtiment quelle que soit la nature du châtiment.

Le procès Barbie ne peut pas être séparé des affaires Touvier, Bousquet, Legay et de tout ce qui concerne les complicités que le régime nazi avait trouvées en France dans la collaboration. En ce sens, nous nous sommes portés partie civile en soulignant que notre association départementale du Rhône, depuis 12 ou 14 ans, a agi pour l'extradition de Barbie.

Dans l'affaire Barbie, on va nous opposer une série d'arguments juridiques : «crimes de guerre» ou «crimes contre l'humanité»? Les «crimes de guerre» sont prescrits; or, dans la mesure où nos témoins sont des résistants qui reconnaissent leur participation à des opérations militaires, il s'agit de «crimes de guerre»... et l'on ne veut pas en parler. La tendance sera sans doute de ramener l'affaire Barbie à une affaire raciale —ce qui est un crime abominable en soi— mais on essaiera d'escamoter les autres aspects. On comprend pourquoi... car derrière il y a aussi les autres, Touvier par exemple.

Il ne faut pas que le procès apparaisse comme des règlements de comptes ni que notre démarche soit comprise comme antiallemande, alors que, depuis notre retour, en accord avec nos camarades de l'«Association des victimes du nazisme» de RFA, notre souci a été de renouer des liens d'amitié en particulier avec la jeunesse allemande. ■

la préparation du jugement, le recueil des témoignages, le rappel des crimes de Barbie, de ses complices et de ses chefs —sans oublier Pétain— doivent permettre de faire connaître ces événements en France mais aussi de rappeler à l'échelon international que

LE MONDE EN BREF

PROCHAIN SOMMET DE L'O.U.A.?

L'Organisation de l'unité africaine tentera pour la troisième fois de réunir *« sans conditions préalables »* le 19e sommet en mai ou juin prochain. Le sommet devrait avoir lieu en Ethiopie, et non en Libye où, par deux fois, il a été ajourné. Cette décision de transfert a été prise par une réunion de sept chefs d'Etat, rassemblés pendant quatre heures dans la capitale du Kenya, pays dont le dirigeant, Arap Moi, est le président en exercice de l'OUA.

DES PROFESSEURS INCULPÉS EN TURQUIE

En Turquie, vingt-et-un professeurs membres de l'Association des professeurs de Turquie qui vient d'être décrétée clandestine ont été condamnés à des peines de cinq à dix ans de prison. Au total, 452 syndicalistes ont été ou sont l'objet de poursuites judiciaires depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

UNE BASE RUSSE EN ALLEMAGNE DE L'EST

Un responsable militaire occidental (qui a gardé l'anonymat) a annoncé que l'URSS avait commencé la construction d'une base de fusées anti-aériennes SAM-5 en Allemagne de l'Est. Il s'agirait de la troisième base de SAM-5 construite en dehors du territoire soviétique, les deux autres étant en Syrie.

LOURDES CONDAMNATIONS EN YOUGOSLAVIE

Vingt-trois membres du Parti communiste marxiste-léniniste des Albanais de Yougoslavie se sont vu infliger des peines de un à quatorze ans de prison ferme pour avoir organisé ou participé aux révoltes nationalistes du Kossovo en 1981.
Le programme des accusés était la création d'une République albanaise autonome, semblable aux autres Républiques de la Fédération yougoslave.
Une fois devenue République, le Kossovo aurait pu légalement demander à quitter la Yougoslavie et même a être rattaché à l'Albanie.
Par ailleurs, plus de 550 Yougoslaves d'origine albanaise sont toujours emprisonnés depuis 1981.

DE LA PSYCHIATRIE EN URSS

A la veille du Congrès international de l'Association mondiale de psychiâtrie (AMP) qui doit se tenir en juillet à Vienne, l'Association des neurologues et psychiâtres soviétiques a remis sa démission.
Depuis 1977, l'AMP a mis en place une commission d'enquête sur l'utilisation abusive de la psychiâtrie à des fins politiques, dans le monde.
L'URSS a toujours refusé de la reconnaître.
Une délégation internationale de psychiâtres devait se rendre prochainement en URSS pour examiner des victimes supposées. Les psychiâtres soviétiques ont préféré la démission qui signe un aveu.

PAS DE TREVE AU SALVADOR

Le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a lancé une offensive contre l'armée gouvernementale du Salvador à 44 km au nord-est de la capitale.
Par ailleurs, le ministre de la Défense a rejeté un appel de l'église salvadorienne à une trêve des combats pendant la prochaine visite du Pape, alors que le FMLN propose toujours l'ouverture de négociations.

FAMINE EN ETHIOPIE

« Des dizaines de milliers de personnes risquent de mourir et plus de 3 millions d'autres sont menacées par la famine en raison de la pire sécheresse en Ethiopie depuis 10 ans » a déclaré le conseiller régional du Fonds de secours de l'enfance. Selon un journal officiel éthiopien, 44 personnes sont déjà mortes de faim ainsi que cinquante mille têtes de bétail. Un million trois cent mille personnes ont dû fuir leur région qui n'avait pas reçu une goutte d'eau depuis quatre ans.
La sécheresse est assurément dramatique, mais que dire de la guerre contre le mouvement de libération de l'Erythrée, qui engloutit des milliards de roubles soviétiques et détourne le gouvernement éthiopien de la tâche de reconstruction économique du pays?

LUTTES SOCIALES EN ESPAGNE

Quatre cents mineurs espagnols se sont enfermés, vendredi 18 février, dans une mine de Teruel pour exiger l'augmentation des salaires.
Dans la province de Valence, cinquante mille personnes ont manifesté, le 16 à l'appel des syndicats, contre la fermeture d'un haut-fourneau.

LES CORPS DE « DISPARUS » RETROUVÉS EN BOLIVIE

Les corps de quatorze «disparus» pour motif politique ont été retrouvés à la Paz, après l'enquête ouverte en janvier par le nouveau gouvernement bolivien. Les victimes ont été assassinées à l'époque du gouvernement militaire d'extrême-droite du général Banzer (1971-1978).

PROCES ET TORTURES EN AFRIQUE DU SUD

Nouveau procès en Afrique du Sud, le pays de l'apartheid. Cette fois, il s'agit d'un militant blanc chrétien, accusé de haute-trahison.
Après quatorze mois de détention arbitraire, l'accusé a finalement signé le procès-verbal que la police lui dictait : *« Franchement, j'avais peur de mourir en détention. Ils peuvent vous faire tout ce qu'ils veulent. Ils se baladent autour de vous un pistolet dans le pantalon ou sous le bras. Ils vous font comprendre que, soit vous signez une déclaration qui les satisfait, soit vous restez détenu indéfiniment. »*

Le chef des policiers qui l'interrogeait est le même qui avait été à l'origine de la mort sous la torture du syndicaliste Neil Aggett, médecin blanc proche de l'ANC.
L'accusé a réclamé la légalisation de l'ANC, organisation noire qui mène la lutte pour le renversement de l'apartheid, déclenchant un scandale devant la Cour.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS URSS-CHINE

Le secrétaire général du Parti communiste chinois a annoncé la reprise des pourparlers sino-soviétiques pour le 1er mars à Moscou.
Il a précisé que *« l'amélioration des relations ne devrait pas poser de difficultés en dépit de l'hostilité qui les oppose depuis vingt ans »*.
Les trois questions à discuter sont la présence de troupes aux frontières chinoises, la présence militaire soviétique en Afghanistan et le soutien de l'URSS à l'occupation vietnamienne au Cambodge.
Hu Yaobang a d'autre part rejeté l'idée d'une reconnaissance chinoise de la Corée du Sud en échange d'une reconnaissance de la Corée du Nord par le Japon.

Claude LIRIA

NON-ALIGNES

DE BANDUNG A NEW-DELHI:

le mouvement des non-alignés au cœur de la lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance et la solidarité des peuples et pays du Tiers Monde

Au moment où s'ouvre la septième Conférence au sommet des non-alignés à New-Delhi, il n'est pas inutile de rappeler, même brièvement, les grandes étapes de ce mouvement qui constitue, malgré toutes les difficultés rencontrées, la force politique collective la plus importante des pays du Tiers Monde face à l'impérialisme et à l'hégémonisme des deux superpuissances, regroupant aujourd'hui la quasi-totalité des 120 pays en voie de développement.

Les 15 années qui suivent la seconde guerre mondiale sont marquées par un phénomène de très grande ampleur, qui va modifier de façon irréversible les rapports de force internationaux : l'accession à l'indépendance des pays afro-asiatiques. L'Indonésie en 1945, l'Inde et le Pakistan en 1947, la Chine en 1949, la Libye, le Vietnam, la Tunisie, le Maroc, le Soudan, le Nigéria, etc. vont conquérir leur indépendance dans la décennie 1950-60.

Des mouvements de libération nationale mènent des luttes souvent très dures —comme l'Algérie— pour l'indépendance.

Autres traits marquants de cette époque : la toute-puissance de l'impérialisme US, qui étend son influence sur les cinq continents et s'impose comme gendarme du monde, d'une part ; l'instauration, à la fin des années 50 d'une politique des « blocs », où les affaires de la planète sont réglées par les deux grands, d'autre part.

C'est dans ce contexte que va s'édifier le mouvement des non-alignés : aussi le thème central de la Conférence de Bandung est-il la dénonciation du colonialisme, le soutien aux luttes nationales pour l'indépendance. Tous les sommets des non-alignés réaffirment d'ailleurs avec force leur soutien aux luttes anti-impérialistes et de libération nationale, obtenant de l'ONU en 1960 une déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Pour les vingt-neuf pays participant à la Conférence de Bandung, il s'agissait également d'assurer le maintien et la sauvegarde de leur indépendance, d'affirmer leur refus d'être alignés sur la politique de quelque puissance que ce soit. Ce qui conduit la Conférence à définir les dix principes de la coexistence pacifique qui doivent régler les rapports entre pays (Cf. le supplément à ce numéro de *Travailleurs* consacré au Mouvement des non-alignés, p.3).

DU REFUS DE LA POLITIQUE DES BLOCS A LA LUTTE CONTRE L'HÉGÉMONISME

Les non-alignés sont très soucieux du maintien de la paix dans le monde : c'est une condition pour que les nouvelles nations indépendantes puissent mener à bien leur développement ; c'est aussi une condition du progrès de la coopération internationale. Or, la paix est menacée par la constitution de blocs militaires et la course aux armements : de Belgrade à la Havane, les non-alignés n'ont cessé de dénoncer cette course aux armements ; ils ont préconisé des mesures visant à maintenir la paix : arrêt des essais nucléaires, création de zones dénucléarisées, de zones de paix (en Méditerranée et dans l'océan Indien), arrêt de la politique de la terreur (en 1978, sur leur demande est convoquée une session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement).

Mais la situation internationale des années 60 évolue, marquée par la rivalité croissante soviéto-américaine. L'URSS pratique de plus en plus une politique de domination et d'agression, cherchant à étendre toujours plus sa zone d'influence. Il ne s'agit plus seulement de deux blocs qui s'affrontent, mais de deux superpuissances qui luttent pour la domination mondiale. Les non-alignés vont être alors amenés au cours des Conférences d'Alger en 1973, de Colombo et de la Havane à dénoncer les pratiques hégémonistes des deux supergrands (Cf. supplément à *Travailleurs*, p.7). Non sans difficultés parfois, tant sont fortes les pressions et les manœuvres des deux superpuissances, notamment de l'URSS qui continue à se présenter comme l'alliée naturelle des pays du Tiers Monde.

DE LA LUTTE CONTRE LE COLONIALISME A LA LUTTE POUR UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Si jusque dans les années 60, l'objectif numéro un des non-alignés est la lutte contre le colonialisme, pour l'accès à l'indépendance des pays dominés, très rapidement apparaît comme fondamentale aux yeux des dirigeants des jeunes nations indépendantes la question économique. Dès 1961, la Conférence de Belgrade aborde ce thème, et provoque la tenue de la Conférence du développement économique au Caire, en 1962. La Conférence du Caire des non-alignés, en 1964, formulera pour la première fois l'exigence d'un nouvel ordre économique international. Mais c'est en 1973, à la Conférence d'Alger, que les non-alignés vont développer cette revendication d'un N.O.E.I. (Cf. supplément à *Travailleurs*, pp. 5 et 6) : contrôle par les pays producteurs de leurs ressources naturelles, remise en cause du système monétaire international, contrôle sur les sociétés transnationales, développement industriel, etc. Les non-alignés obtiendront que soient convoquées plusieurs sessions extraordinaires de l'ONU : en 1974 sur les matières premières et le développement, en 1975 sur la coopération économique internationale, en 1980 sur la relance du dialogue Nord-Sud.

Aujourd'hui, les enjeux n'ont guère changé : maintenir la paix menacée chaque jour par la rivalité entre les deux superpuissances, mais aussi opérer des progrès sensibles dans l'application des décisions et programmes d'action en vue du nouvel ordre économique.

Christian LAPLACE

BOLIVIE

DE LA JUNTE A LA DEMOCRATIE

Le regard d'un Bolivien sur son pays

Grande comme trois fois la France, peuplée de 5 millions d'habitants dont 70 à 75% d'Indiens, la Bolivie, actuellement dirigée par un gouvernement démocratique, est l'exemple-type de ces pays où prédomine l'instabilité, où coups d'Etat militaires et gouvernements civils se succèdent.

Discréditée par le trafic de la cocaïne qu'elle dirige et qui emploie 100 000 personnes, l'armée est une réelle force économique, possédant ses propres entreprises. Et ce n'est pas rien dans un pays où la bourgeoisie nationale reste faible.

Pourquoi cette instabilité, comment la dépasser, c'est ce qu'aborde ici Jésus dont la vie, elle-même, en est douloureusement marquée. Responsable régional du Parti communiste de Bolivie marxiste-léniniste, il aura tour à tour connu la clandestinité, la prison, l'exil, suivis de retours au pays et à une activité au grand jour.

Claude LIRIA

Domitila : une vie consacrée à la lutte contre la junte

Chez nous, une démocratie succède à un coup d'Etat, et ainsi de suite. La raison en est les contradictions au sein de la société et la grande fragilité des rapports sociaux.

D'une part, on a une classe ouvrière très politisée, surtout dans les mines, peu nombreuse mais avec une direction unique. Il n'y a pas plusieurs tendances comme en Argentine; il y a la C.O.B. –Centrale ouvrière de Bolivie– qui réunit toutes les branches à travers tout le pays.

D'autre part, la bourgeoisie nationale est très faible en raison de la quasi-absence de développement industriel.

Et à côté, on trouve l'armée qui, périodiquement, prend en main la direction politique. Mais dans l'armée, il y a aussi des contradictions, à la différence du Chili par exemple où elle est monolithique. En Bolivie, l'encadrement militaire vient de la bourgeoisie mais aussi du peuple.

DE LA DÉMOCRATIE A LA DICTATURE

Sous le gouvernement démocratique de Lydia Gueiler en 79-80, deux fronts civils s'étaient formés. L'un dont nous faisions partie, était à la tête du gouvernement, l'autre est resté en dehors. Devant cette division de la gauche, l'armée a pris le pouvoir.

Mais à cause de son incapacité à affronter la dégradation de la situation économique (la dette extérieure se monte à 5 milliards de dollars), à cause du trafic de la cocaïne dirigé par des membres du gouvernement, un malaise a gagné la société et débouché sur un mouvement social. Alors les militaires se sont dit : *« Il vaut mieux laisser les civils résoudre la crise. »*

Mais comme ce gouvernement ne prend pas non plus les mesures nécessaires, on assiste à un nouveau mouvement de la classe ouvrière, exigeant le changement.

Le gouvernement a obtenu une trêve de trois mois, mais à partir de février, il va se trouver confronté aux revendications salariales.

A part des mesures concernant les libertés, le gouvernement n'a strictement rien fait. D'où les contradictions au sein du gouvernement d'union : plusieurs ministres viennent de démissionner pour faire pression et exiger :

–l'augmentation des salaires;

–le démantèlement du trafic de la cocaïne (le ministre de l'Intérieur le laisse se poursuivre);

–l'arrestation des para-militaires d'extrême-droite.

LES USA ÉPARGNÉS

Pour expliquer cette absence de mesures, il semble qu'il faille regarder du côté des USA dont le gouvernement bolivien n'est pas décidé à frapper les intérêts. La Bolivie est productrice d'étain (troisième producteur mondial), d'or, de zinc, de bois, dont les prix nous sont imposés par les Américains. En l'absence de développement industriel, nous devons tout acheter aux USA, depuis les voitures les plus modernes jusqu'aux cigarettes, en passant par le blé, alors que nous avons de grandes surfaces agricoles (1).

La thèse de notre parti, c'est qu'il faut garder la démocratie car elle doit servir à développer la conscience politique, à rassembler les forces pour le changement. Nous avons des députés, des sénateurs qui interpellent le gouvernement et nous dénonçons ce qui ne va pas. Mais en même temps, il faut défendre la démocratie contre la menace de coup d'Etat, car la situation démocratique nous permet de faire beaucoup : parler, s'exprimer, se rassembler tandis qu'en exil on ne peut pas faire grand'chose.

C'est pourquoi nous défendons avec les autres partis politiques de gauche et démocratiques le processus en cours. Mais à la différence du gouvernement Gueiler, nous ne participons pas à l'actuelle équipe dirigeante, bien que le front dont nous sommes partie prenante, ait 53% des sièges au Parlement.

La centrale syndicale C.O.B. est indépendante du gouvernement : elle le soutient face aux menaces de coup d'Etat mais elle a aussi ses revendications sociales.

Après la trêve de trois mois et la confrontation qui risque de s'ensuivre, les militaires tenteront-ils encore de profiter de la situation en prétextant que la gauche ne peut pas s'entendre? Pour le moment, l'armée est calme car discréditée par le trafic de la cocaïne. Garcia Meza, l'ancien chef de l'Etat, et l'ex-ministre de l'Intérieur se sont enfuis en Argentine. Ils viennent d'être destitués par l'armée qui tente ainsi de paraître propre. De nouveaux chefs militaires, s'intitulant « institutionnalistes» se lèvent...

L'ENJEU DES CAMPAGNES INDIENNES

Pour le moment, la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour. Même les groupes pro-cubains qui ont mené des guérillas en Amérique latine dans les années 60, ne prônent plus la lutte armée.

Tant que nous ne serons pas massivement implantés dans les campagnes, avec une organisation très développée issue des masses indiennes elles-mêmes, la lutte armée ne sera pas possible. Il n'y a qu'à voir l'échec des groupes de guérillas au cours des années 60 : les paysans qui sont essentiellement Indiens n'oublient pas les trois siècles d'exploitation féroce qu'ils ont subis. Trois millions d'Indiens sont morts au cours des travaux forcés dans les mines! D'où leur rejet de ceux qu'ils appellent les Blancs, venus de l'extérieur.

Cette situation ne pourra être dépassée qu'en continuant inlassablement le travail dans les mines et les campagnes et en développant un large front démocratique et anti-impérialiste pour une autre société.

(1) La paysannerie qui représente 70% de la population reste très, très pauvre. Malgré la réforme agraire de 1952, en l'absence d'aide de l'Etat et de machines, la production est insuffisante pour nourrir la population.

PALESTINE

A l'issue du Conseil National Palestinien

De l'avis de tous, le Conseil national palestinien (CNP) qui vient de se réunir à Alger était important puisqu'il faisait le point quelques mois après le choc brutal de l'invasion israélienne au Liban et la dispersion des membres de l'OLP dans tous les pays arabes. Les différents orateurs y ont tour à tour pris position, conformément au pluralisme démocratique qui caractérise le «Parlement» palestinien.

Au cours de sa première intervention, Arafat s'abstenait de tout commentaire sur le plan Reagan tout en dénonçant *« les crimes »* de l'impérialisme et du sionisme; il déclarait aussi : *« La décision palestinienne est celle de nos frères arabes adoptée au sommet de Fès. »*

A ce discours, Georges Habache (du FPLP) répondait en dénonçant violemment le plan Reagan, la menace de *« tutelle jordanienne »* mais aussi le plan Fès, jugé *« dangereux »*.

Ahmed Jibril, dirigeant d'une organisation très minoritaire proche des positions syriennes et libyennes, franchissait, lui, les limites du dialogue entre camarades puisqu'il accusait la direction de l'OLP et Arafat de trahir la Charte de l'OLP, de pactiser avec l'ennemi. Il dénonçait aussi les contacts avec les dirigeants du Mouvement israélien *La Paix maintenant* qualifiés de *« sionistes notoires »*.

***« Démogogie »*, *« slogans creux »* fut la réponse de Abou Ayad du Fath, qui rappelait que Nahum Goldman, fondateur du *Congrès sioniste mondial* avait, sur la fin de sa vie, pris position pour les droits nationaux du peuple palestinien, sans rien renier de son idéologie.**

Tandis que le chef du département politique de l'OLP, Farouk Kaddoumi dénonçait les USA et rendait hommage à l'URSS, le président du CNP, Khaled Al Fahoum explicitait pour la première fois en ces termes le fameux point 7 du plan Fès : *« Le point 7 de ce plan, qui prévoit le droit de tous les Etats de la région à vivre en paix, signifie une paix juste, la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, notamment le droit à un Etat en Cisjordanie et à Gaza avec pour capitale Jérusalem et l'acceptation de toute garantie du Conseil de sécurité de l'ONU. »* Il ajoutait : *« Nous ne voulons détruire aucun Etat ni rejeter personne à la mer. {...} Nous tendons une main pacifique à quiconque respecte nos droits nationaux. »*

Malgré les divergences, la volonté d'unité prenait le dessus, ainsi que l'indiquait Habache : *« Ceux qui attendent de nous que nous provoquions une scission seront déçus : nous ne leur permettrons jamais d'avoir raison. »*. En définitive, toutes les organisations membres de l'OLP –sauf une– souscrivaient à la résolution finale.

De cette résolution, qui a par ailleurs réaffirmé le principe de la lutte armée, il ressort que l'appréciation contre le plan Reagan n'est pas aussi sévère que celle portée par certaines organisations de l'OLP puisqu'elle le juge seulement *« impropre à constituer une base valable à un règlement juste et durable »*.

Le projet de Confédération jordano-palestinienne est adopté tandis que le plan Brejnev (nommant explicitement Israël) reçoit le soutien du CNP. Le plan arabe de Fès est entériné et Arafat reçoit mandat de participer à d'éventuelles négociations de paix. Une ouverture certaine est effectuée en direction des progressistes israéliens puisque le Comité exécutif est chargé d'établir les contacts avec *« toutes les forces démocratiques et progressistes en Israël »*. Enfin, l'Egypte n'est plus condamnée comme traître à la nation arabe mais on lui demande de *« se détacher de la politique de Camp David »*.

Claude LIRIA

«Connais ton ennemi mieux que toi-même» dit un vieux proverbe chinois. Il n'est pas sûr que le mouvement ouvrier et populaire français ait toujours suffisamment fait preuve d'une telle sagesse ni qu'il ait mobilisé pleinement ses efforts, ses intelligences et compétences pour mieux connaître ses ennemis, notamment la droite, dans sa complexité, sa mobilité, ses évolutions.

Dans le souci de contribuer quelque peu à cette connaissance pour aujourd'hui, nous avons parlé tour à tour avec Marie-José Chombart de Lauwe, maître de recherches au CNRS, présidente de l'Amicale de Ravensbrück et membre du Comité d'honneur de la FNDIRP, et Colette Ysmal, chercheur à la Fondation nationale des Sciences politiques. La première, auteur de *«Complots contre la démocratie»*, a axé son travail de recherches militant sur le néo-nazisme, l'extrême-droite et la «nouvelle droite»; l'autre a concentré ses efforts sur l'étude du giscardisme et vient de participer à une récente publication de la Fondation des Sciences politiques, *«L'univers politique des classes moyennes»*, dont elle a rédigé un chapitre *«Le groupe central giscardien»*. Leurs préoccupations spécifiques d'études expliquent certainement en grande partie les éclairages différents qui sont leurs. D'où le débat et la confrontation qui invitent à la réflexion et à d'autres efforts de connaissance... Dans ces discussions, nous avons abordé d'autres questions : celles des atouts de la droite, de son implantation dans l'appareil d'Etat et les médias, de ses liens avec les intellectuels et l'Université. A charge d'y revenir...

Camille GRANOT

...de la droite après le 10 mai...

La droite est une notion largement utilisée, contestée ou à l'inverse revendiquée par certains de ses tenants. Quels intérêts représente-t-elle? Recouvre-t-elle une même conception globale du monde? Suffit-il de la définir —comme le font certains de ses leaders —par «être antisocialiste»?

Colette Ysmal. En France, et plus particulièrement dans le monde méditerranéen, personne ne se dit vraiment à droite. En France, il n'y a guère que l'extrême-droite —ce que nous appelons extrême-droite— pour se dire de droite; se revendiquent de droite deux petits partis : le Front national et le Parti des forces nouvelles. La droite, c'est un peu la course au centre...

Dans cette droite, qui ne se revendique pas comme telle, existent des enjeux et des visions du monde différents. Du point de vue de la droite elle-même on peut le décrire par «l'antisocialisme»; être de droite, c'est être contre le gouvernement socialiste.

En fait, il y a tout de même deux visions différentes qui ont d'ailleurs changé. En 1958, le gaullisme représente plutôt la version moderniste de la droite et le Centre national des indépendants et le MRP sa version traditionnelle. Actuellement, il y a un combat à fronts renversés : le giscardisme représenterait plutôt la version moderniste et le RPR la fraction traditionnaliste.

Que veut dire moderniste ou traditionnaliste? La différence ne se situe pas dans les méthodes de gouvernement en grande partie semblables. Elle tient plutôt aux conceptions générales de la société. Chez les giscardiens, conception plus évolutive, plus ouverte aux transformations intellectuelles, morales, sociales dans les mœurs —ce qu'on a appelé le «modernisme culturel». Au contraire, le gaullisme a une conception plus répressive de la société.

Le second clivage tient aux choix économiques. La conception «mondialiste» de Giscard semble bien une vision de recomposition du monde capitaliste, de nouvelle donne des pouvoirs et de l'économie, nouvelle donne dans laquelle la nation française doit s'effacer au profit d'ensembles plus vastes, l'Europe ou le monde développé. Giscard réélu, la France aurait, plus ou moins sournoisement, évolué vers une politique économique à la britannique avec très fort désinvestissement en France et investissement soit dans les pays capitalistes à investissements rentables comme les Etats-Unis soit dans des pays du Tiers Monde. Le capitalisme français se serait exilé. En revanche, le RPR semble orienter plus ses choix économiques dans un cadre national et paraît plutôt représenter les intérêts de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie marchandes capitalistes, celles qui ne sont pas capables de se jeter dans cette compétition mondiale; disons rapidement, la «boutique» et les PME plutôt que le grand capital financier, le grand capital économique...

Marie-José Chombart de Lauwe. Une chose me semble importante actuellement, c'est l'infiltration de la droite traditionnelle d'opposition par les courants dits «nouvelle droite». Nous vivons une crise de société très grave, qui va obliger à changer les modes de vie. Il y a des modèles de type socialiste, il y a aussi les modèles d'une économie libérale qui peut fonctionner en privilégiant des petits groupes avec une exploitation renforcée de l'ensemble de la population sous couvert de *«protection moins grande»*, de *«donner plus d'autonomie aux individus»*, de *«laisser les hiérarchies naturelles se développer»*. C'est une espèce de défense du vieux capitalisme avec un langage renouvelé.

Camille Granot. Il existe une vision électoraliste de la droite : celle de la France coupée en deux, 50-50, vision figée et désespérante qui aboutit à

identifier les millions d'hommes et de femmes du peuple qui votent à droite à la droite elle-même. L'action quotidienne, la vie militante contredisent cette identification, même si l'on observe sans cesse que tel thème ou telle idée de droite accroche car elle coïncide avec tel ou tel intérêt particulier, telle habitude ou tradition...

L'action militante conduit à globaliser : *«ce sont tous des capitalistes!»*, mais elle a besoin aussi d'une compréhension plus approfondie. Les heurts de fractions —au sein de la bourgeoisie— déterminent en partie notre histoire. Par exemple, la division «Giscard-Chirac», qui explique en grande partie le 10 mai. La fraction dominante Giscard a été battue principalement en raison des tensions créées dans le pays par les capitaux forts, par les grands monopoles de pointe cherchant à se redéployer à l'échelle européenne. Cette division objective entre les deux projets subsiste et compte encore aujourd'hui.

Après un traumatisme de l'échec et une polémique sur les responsabilités respectives, un débat de fond anime la droite : le giscardisme n'a-t-il pas fait le lit du socialisme par une étatisation grandissante et un laxisme pernicieux?

Marie-José Chombart de Lauwe. Le premier travail de la nouvelle opposition a été de rechercher les causes de son échec. Son premier constat : nous avons été battus car nous avons été divisés. Ils ont préféré faire une autocritique plutôt que de reconnaître des qualités à la gauche. Leur tactique a été de créer la peur en montrant le gouvernement de gauche comme s'il était sur la voie du totalitarisme...

Colette Ysmal. La droite recherche comment reprendre le pouvoir. Jouer un néo-poujadisme, agiter et amalgamer les mécontentements des professions libérales, des industriels, de la boutique, des cadres, voire des travailleurs, c'est un peu ce que fait le RPR.

A l'UDF, le traumatisme de l'échec a été beaucoup plus grand. Il existe un débat très spécifique à l'UDF : que faire de Giscard d'Estaing, nous sert-il dans une éventuelle reconquête du pouvoir ou non? Ceci étant assorti d'une interrogation sur le giscardisme. J'ai entendu pas mal de leaders de

l'UDF, notamment du PR, dire que la solution giscardienne avait été rejetée par le peuple français et qu'il fallait en chercher une autre du côté d'un plus grand traditionnalisme. Leur raisonnement est celui-ci : selon eux, Giscard avait raison de dire que la société française s'est extrêmement modernisée dans ses structures et ses comportements, ses analyses sur le «groupe central», l'homogénéisation de la société sont raisonnables; malheureusement, il a essayé d'accompagner ce mouvement par des lois, des discours, des gestes qui ont plus favorisé le Parti socialiste que nous; il nous faut revenir à notre clientèle naturelle, celle du RPR; il nous faut être compétitifs sur ce terrain. Donc assez du modernisme, assez du laxisme. Vivent la sécurité, l'ordre, la religion, la famille, la police, etc. Je crois qu'il y a eu assez rapidement un frein à cette position...

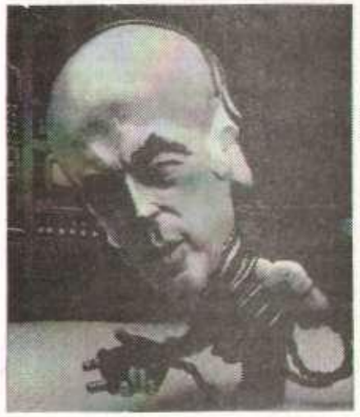
Marie-José Chombart de Lauwe. Il y a une tactique assez précise. Elle consiste à retourner les valeurs républicaines classiquement à gauche pour se les approprier à droite. Dans un des colloques du Club de l'Horloge, on a donné des consignes très précises : «ne dites plus».. telle formule, mais «dites»... La droite veut changer de langage pour se donner un visage plus correct, plus acceptable (1). Giscard effondré, la droite cherche la relève en Chirac, en quête d'une nouvelle idéologie donnant un nouveau visage du monde occidental. Ce qui m'inquiète beaucoup, c'est que les écrits d'Alain de Benoist sont reconnus comme modèle idéologique à la fois par quelqu'un comme Chirac et comme Fredriksen.

Colette Ysmal. Les cadres étant l'enjeu stratégique des prochains scrutins, il y a une volonté claire du RPR de jouer le «cadre CGC» épris de sécurité, d'ordre social et de hiérarchie. Il n'est pas sûr que le «cadre CGC» soit le cadre majoritaire. Les cadres de la Fonction publique, des nationalisées et du parapublic sont loin du «cadre CGC». Même s'ils sont mécontents du socialisme, il faut leur tenir un autre langage. L'UDF y pense : garder du giscardisme ce qui peut séduire ce type de clientèle, ne pas trop s'enfermer dans un discours traditionnaliste qui les laisserait aux mains des socialistes.

Et le débat sur l'interventionnisme de l'Etat? Chirac, par exemple, parle de la nécessaire «rupture avec l'évolution plus ou moins voulue, plus ou moins subie, des années 70 qui nous a menés à une forme de socialisation à peine déguisée de l'économie et de la société françaises.»

Colette Ysmal. Une chose me frappe. La droite française est extrêmement interventionniste. Je me méfie des gens qui écrivent qu'il ne faut pas que l'Etat intervienne. C'est le thème des discours de Chirac devant les troupes du RPR. Une fois au pouvoir, il ne l'appliquera pas. Dans les groupes de travail, les ré-

Pour approfondir cette discussion :



couverture du livre *«Giscard et les idées»* de Jean-Paul Jouary, Guy Pélachaud, Arnaud Spire, Bernard Vasseur, paru aux Editions sociales.

flexions internes de la droite, on sent mal ce débat. Je ne suis pas sûre que cela dépasse le stade de la polémique.

Camille Granot. Plutôt qu'un programme neuf, la droite ne recherche-t-elle pas avant tout une nouvelle crédibilité? Les «23 ans, ça suffit....» ne sont pas déjà oubliés. Et les déceptions populaires vis-à-vis du gouvernement de gauche ne les ont pas effacés.

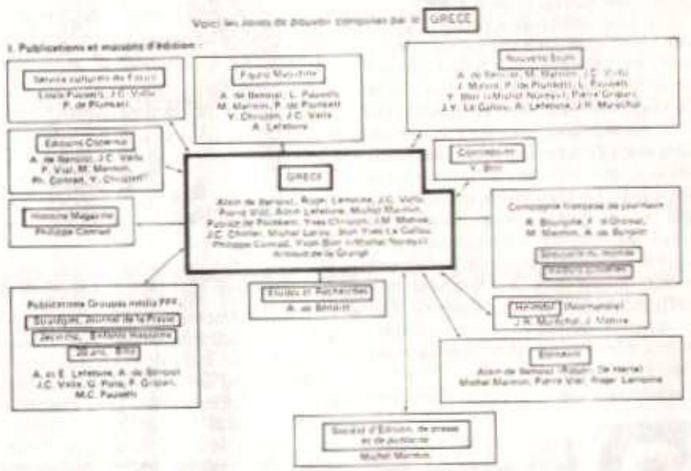
La non-intervention de l'Etat paraît peu crédible en France aujourd'hui, il est vrai. On voit mal la diminution du rôle de la Sécurité sociale. Et pourtant, dans un autre contexte, dans un contexte d'aggravation de la crise, si les Assedic sont en situation de non-paiement, par exemple, de telles propositions ne passeraient-elles pas mieux? Il existe des discours – venus parfois d'horizons de gauche– sur les privilèges et les corporatismes qui peuvent accréditer aussi les affirmations prétendument «novatrices» d'un Chirac.

? *La droite recherche un nouveau souffle idéologique. Quelle est l'importance des thèses de la «nouvelle droite»? Y a-t-il des «ponts» entre la droite classique et l'extrême-droite au plan des thèmes, des hommes et de l'organisation?*

Marie-José Chombart de Lauwe. La campagne actuelle de l'opposition est très violente contre le programme socialiste mais elle n'avance pas de véritable programme, si ce n'est de dénationaliser, de supprimer des avantages sociaux. Cela est court. Après son échec, elle s'est retournée vers ses penseurs possibles – la «droite culturelle», la «nouvelle droite» dont le GRECE (2), un peu trop loin de l'action, ou plutôt le Club de l'Horloge qui est devenu son «laboratoire idéologique».

Avant les élections, le GRECE avait décidé de ne pas soutenir la campagne de Giscard car il estimait que certains ministres comme Alice Saunier-Seïté, avaient utilisé leur idéologie élitiste, anti-égalitaire de façon négative pour leur image. Or, à partir de l'automne 81, la nouvelle opposition a utilisé la «nouvelle droite» et vice-versa. Par exemple, le Forum *«Pour une alternative au socialisme»* réunissait à la fois Stoléru, Alice Saunier-Seïté d'un côté, Alain de Benoist du GRECE, J.Y. Le Gallou du Club de l'Horloge de l'autre. Cela marque l'opposition d'une ligne plus droitière car cette «nouvelle droite» est issue d'une extrême droite.

Par exemple, dans ma propre commune, à Antony, la liste de l'opposition est menée par un chiraquien. Sur



sa liste, on trouve également Jean-Yves Le Gallou (UDF), le numéro deux du Club de l'Horloge. Cette droite veut remettre en question tous les acquis d'une commune socialiste en matière d'éducation, d'urbanisme, d'équipements sociaux. Ce qui est vrai au plan local l'est aussi au plan des groupes responsables.

Camille Granot. Même si limité, ce phénomène est notable : le PFN revendique 130 candidats intégrés sur les listes de droite en province. A Dreux, le second de la liste RPR est le secrétaire général du Front national, J.P. Stirbois.

Colette Ysmal. Cette droite est à la recherche d'une idéologie, plus d'une idéologie que d'une politique. Cette recherche, on a un peu tendance à la confondre avec la recherche idéologique de la «nouvelle droite». On a eu tendance à dire et à écrire que c'était blanc-bonnet et bonnet-blanc. De fait, il y a des relations entre le RPR et la «nouvelle droite», entre l'UDF et la «nouvelle droite».

Mais qu'appelle-t-on «nouvelle droite»? On a tendance à y ranger des groupes qui en sont – le GRECE – et d'autres qui n'en relèvent pas comme le Club de l'Horloge qui est simplement un club RPR. Il reste qu'il existe des relations entre nouvelle droite et UDF et RPR. Ce qui n'empêche pas de fortes polémiques internes sur le sujet. Ce sont des intellectuels proches du giscardisme qui ont été parmi les premiers à attirer l'attention sur les activités du GRECE : Raymond Aron a fait le premier «papier» sur le GRECE.

→→→

Pour approfondir cette discussion :

photo de la couverture du livre de Zeev Sternhell, *«Ni droite, ni gauche, l'idéologie fasciste en France».*

Les ouvrages cités dans cet article sont en vente à la librairie Les Herbes sauvages, 70, rue de Belville – 75020 Paris.

Marie-José Chombart de Lauwe. La nouvelle droite a eu un mouvement centrifuge : le GRECE en émane au plan culturel, le Club de l'Horloge au plan politique. Celui-ci joue un rôle-clé de médiation entre les idées «nouvelle droite» et les formations de la droite classique en quête d'un programme de gouvernement pour la droite (3). C'est le «laboratoire de pensée».

Bien sûr, la «nouvelle droite» rejette tous les extrêmismes qui font référence au nazisme. Mais, il y a un noyau de pensée commun entre tous, entre les plus extrêmistes et cette droite libérale qui a épuré les théories et reste pour une culture occidentale, élitiste, pour un régime libéral. Le GRECE ou la «Nouvelle Ecole» se disent des «groupes de pensée» qui veulent changer les mentalités et créer une idéologie de droite afin de former les futures élites de la nation. Mais il faut regarder de près les hommes, leurs origines et les fillations. Il y a eu en 1979, un colloque commun entre le Parti des forces nouvelles et le GRECE ; ils ont souscrit des thèmes communs : anti-égalitarisme, élitisme, scientisme, mêmes thèmes éthiques. La «nouvelle droite» s'est écartée du PFN ensuite, mais il y a une filiation du «racisme biologique» à la «biopolitique» d'aujourd'hui, intégrant le caractère supérieur des ethnies – on préfère ce mot à «races» – européennes. Ce sont de vieux thèmes fascisants et néo-nazis repris sous des formes atténuées.

Colette Ysmal. J'aurais tendance à dire que l'idéologie globale de la «nouvelle droite» d'une part et du RPR et de l'UDF d'autre part restent assez contradictoires. Les trois sont élitistes – Giscard ne s'en cache pas dans *«La Démocratie française»*, mais il y a, à mon sens, une différence importante. Alors que le GRECE est pour des «élites naturelles biologiques», le RPR et l'UDF sont pour des élites républicaines, des

Pour approfondir cette discussion :

élites créées par le savoir. Bien sûr, le savoir n'est pas démocratiquement distribué. Mais une chose est de dire qu'il y a des êtres biologiquement doués, d'autres non; une autre est d'affirmer : tout le monde peut arriver. Ce ne sont pas les mêmes ressorts.

Au sein de la droite classique, on ne retrouve pas en profondeur le modèle même de la «nouvelle droite» biologico-celte qui refuse la civilisation judéo-chrétienne : elle est héritière de la République et nage dans le bien commun de l'idéologie française née du judéo-christianisme.

Cela ne veut pas dire que, tactiquement, il n'y ait pas de ponts entre eux, qu'ils ne sont pas prêts à s'utiliser les uns les autres...

Marie-José Chombart de Lauwe. On glisse facilement vers les applications. Ainsi, une des personnalités de la «nouvelle droite», P. Debray-Ritzen a écrit un livre fort néfaste, où il dit en substance : «si votre enfant ne réussit pas, il n'y a rien à faire, c'est biologique». Donc l'école ne serait donnée qu'au compte-gouttes, pour les futures élites...

Camille Granot. Il y a, c'est sûr, les efforts de renouveau idéologique et de propagande de tous les tenants de la droite, sérieusement favorisés par leurs appuis dans le monde des finances et par leurs postes maintenus dans l'appareil d'Etat. Il y a leurs tactiques pour brouiller les cartes et se rendre crédibles. En définitive, c'est la situation objective qui permet une plus ou moins grande pénétration de leurs thèmes dans le pays. En période d'extrêmes tensions sociales et politiques, une fusion s'opère entre des thèmes fascisants rénovés et le mécontentement de classes et couches sociales écartées du pouvoir, dont les intérêts sont lésés ou menacés. Certaines manifestations récentes – celle du SNPMI – l'ont montré; une fraction du patronat ou du commerce constituent un terrain propice. Aujourd'hui, il est un domaine où cette fusion s'opère dangereusement et plus massivement : celui du racisme. Le chômage, l'incertitude de l'avenir sont un terrain favorable à la propagande et aux exactions racistes à l'encontre des travailleurs immigrés. Depuis plusieurs années, et encore aujourd'hui, les campagnes racistes de droite et d'extrême-droite ont «accroché», même si les efforts d'organisaton propres des travailleurs immigrés et l'action des associations antiracistes portent des fruits encourageants. En ce domaine, le combat concret contre la droite est nécessaire au quotidien et sans relâche. ■

(1) Cf. un article du *Monde* du 19 octobre 1982 intitulé *«Le Club de l'Horloge lance la "bataille des mots"».*
(2) GRECE : Groupement de recherche et études pour la civilisation européenne. Créé en 1969. A l'origine, la revue *Nouvelle Ecole* était l'organe du GRECE puis s'en est séparé. Maître à penser : Alain de Benoist.
(3) Par exemple, certains thèmes de la «nouvelle droite» ont inspiré le livre de M. Poniatowski, *«L'avenir n'est écrit nulle part».*

Un appel pressant : 30 000 francs pour avril

Une bataille politique s'est engagée avec les prochaines élections municipales. On en connaît les enjeux : résister à l'offensive de la droite, contribuer à l'expression des aspirations populaires au changement, mettre en place les hommes et les femmes qui conduisent la vie communale. Enjeux de taille.

Cette fois, notre parti y fait quelques premières armes, présentant des candidats en position d'être élus sur différentes listes d'union. Même peu nombreuses et fort modestes, ces candidatures vont entamer les finances du parti.

30 000,00F pour fin avril nous sont indispensables. Ce n'est pas énorme, mais nécessaire pour boucler notre budget et faire face aux frais exceptionnels de campagne. *Travailleurs* ouvre donc ses colonnes à une *«souscription-municipales»* jusqu'à fin avril.

POUR LE 8 MARS
journée internationale des femmes

Un hommage à Käthe Kollwitz

Robert VALLOT

L'artiste doit être témoin de son temps... cette affirmation prend toute sa signification lorsque l'on connait l'œuvre gravée de Käthe Kollwitz.

Née en 1867, Käthe Kollwitz manifeste très jeune son intérêt pour le dessin et la gravure. Si sa famille constitue ses premiers modèles et si elle a laissé un grand nombre d'autoportraits, elle puise largement son inspiration dans la vie des hommes et des femmes du peuple, transposant leurs peines et leur misère.

Au début du siècle, elle entreprend une série de dessins, *« La guerre des paysans »*, puis en 1918 après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebnecht, elle réalise une gravure fixant l'hommage du peuple allemand.

Consciente de la montée du fascisme et du danger de guerre, elle consacre la plus grande partie de son œuvre à témoigner de la misère dont souffraient des milliers de ses compatriotes. Les nazis ne se trompèrent pas sur le sens de son œuvre en l'expulsant de son poste à l'Académie des Beaux-Arts et en interdisant la vente et l'exposition de ses gravures. Ces dernières années, en Allemagne, les manifestants pour la paix ont repris comme sigle l'un de ses dessins contre la guerre.

CHANSON

Mama Béa

NE PAS DÉGUISER UNE DIFFÉRENCE EN INFÉRIORITÉ

Mama Béa : dans la vie, une petite silhouette blonde, un bel accent du Midi ; sur scène, une star, une voix d'une force peu commune en France, une parole de femme...

■ Quels sont tes rapports avec le mouvement des femmes ?

Je pense qu'hommes et femmes sont différents et complémentaires. C'est là que je diverge des mouvements organisés que je trouve un peu trop extrêmistes. Quoiqu'il faille, par des actions ponctuelles, attirer l'attention pour qu'après, un mouvement beaucoup plus long se mette en branle. Alors, je dis stop quand je les entends dire que les mecs sont une race ignoble dont il faut se débarrasser. Mais, comme femmes, nous avons beaucoup à gagner, d'abord sur le plan des idées des mecs : il faut qu'ils arrivent à nous regarder comme interlocuteurs à part entière ; je voudrais qu'on arrête de déguiser une différence en infériorité.

En tant qu'artiste, je souffre depuis des années de ce sentiment que les femmes inspirent : ma musique se rapproche du rock, bastion longtemps occupé par les hommes ; qu'une femme se mette à faire ça, on le trouvait déplacé, vulgaire. Dans les textes, avec ma sensibilité de femme, j'ai touché à des choses qu'on ne me permettait pas : employer certains mots un peu crus a choqué le public. Si tu es un mec, « tu as ton franc-parler »... Moi, j'étais une femme qui ne correspondait pas à l'image qui doit passer à travers les média.

■ Penses-tu avoir apporté quelque chose aux autres femmes ?

Je ne le pense plus. Au départ, si, mais maintenant je ne crois pas apporter quelque chose que les gens n'ont pas déjà en eux. Je ne sers que de révélateur. Etre un chanteur à message, c'est faire preuve d'un orgueil incommensurable. La subversion n'est pas dans le discours, elle passe en dehors de ta volonté, par l'émotion. En France, maintenant, les gens s'ils le veulent sont assez grands pour être informés et avoir un choix malgré tout ce qui brouille les cartes. Notre musique des années 70 n'a pas fait la révolution, ça se saurait...

Propos recueillis par
Boris DUROC

OU LA VERRA-T-ON ?

—Tournée en France (Mâcon, Arles, Tremblay-lès-Gonesse...) à partir du 18 mars, autour du nouvel album « Où vont les stars » et d'une rétrospective depuis les tout débuts.
—Bobino du 9 au 15 mai.

JOURNAL DE CAMPAGNE

d'Amos GITAI

« Ils ne peuvent cacher le soleil avec leurs doigts »
Y. Arafat
Interview à *Libération* (14/2/83)

Devant la maison de B. Chekaa, le maire de Naplouse, victime d'un attentat qui lui a coûté les deux jambes. Soldats israéliens en faction : *« Qu'est-ce que tu fais là ? »*, *« Arrête de filmer »*, *« Tes papiers ! »* ; mains, carnets qui tentent d'obturer l'objectif, d'empêcher l'image, et la caméra qui s'obstine à tourner malgré tout.

A l'heure de l'audiovisuel, la liquidation d'un peuple ne passe-t-elle pas forcément par la destruction de son image ?

C'est la question que pose le film de Gitaï, cinéaste israélien, statut qui lui a permis de filmer l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie de « l'intérieur ».

Chez Gitaï, l'existence de l'image et du peuple palestinien se confondent.

L'outil : une caméra (admirable prise de vue de Nurith Aviv), omniprésente, qui suit les protagonistes, les dévoile, mais sans agressivité, sans chercher l'événement, simplement sur le schéma « Montrez-nous ce que vous faites ». Et les soldats patrouillent, les colons colonisent, et ils n'aiment pas le montrer. Image dérangeante par rapport à celle qu'Israël se fait d'elle-même et qui est propagée dans le monde.

Et les Palestiniens résistent, s'accrochant à leur terre. Et là, il n'y a aucun rejet de la caméra, au contraire, au fur et à mesure du tournage, les rapports deviennent presque complices. Montrer qu'on est là, qu'on existe, tel est l'enjeu.

C'est cette image que les occupants refusent. Le peuple palestinien n'existe pas, donc il n'y a rien à filmer.

C'est elle, son rapport avec la bande-son, qui fait la force et la beauté du film de Gitaï. Aucun commentaire ne vient la perturber, l'affaiblir. Divergence radicale avec le reportage classique (de tous bords) où elle n'est que l'illustration d'un discours précodé. Ici, elle existe en tant que telle, par conséquent, ce qu'elle donne à voir existe également.

Le soleil qui a impressionné sa pellicule est le même que celui qui nourrit les derniers oliviers. La Palestine vit, je l'ai vue au cinéma.

Thomas ZEK

CINEMA ET POLICE

Les shériffs ont rendu leurs étoiles...

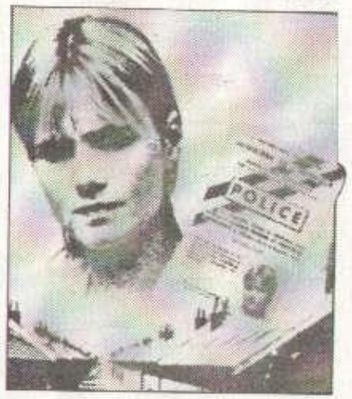
Il fut un temps, dans les années 50-60, où on y voyait clair dans les salles obscures. Les flics défendaient la loi et l'ordre. Les truands truandaient, mais obéissaient à un code de l'honneur qui ne tolérait pas de dérogation. La loi du mitan avait autant de force et était aussi « respectable » que celle de la Grande Maison. Le cinéma français reproduisait une image idéalisée... une sorte de western made-in-France où chacun était à sa place, et gare aux méchants ! Au-dessus, planaient la démarche pachydermique et les coups de gueule du Gabin national... et, déjà, les yeux de merlan frit d'un Delon ou les prouesses acrobatiques d'un Belmondo. Bien sûr, quelques films dérogeaient à la règle sacro-sainte (*« Pierrot-le-fou »*, *« A bout de souffle »*), mais les mêmes poncifs régissaient le gros de la production cinématographique polardienne.

Le clan des Siciliens

Mille milliards de dollars

Aujourd'hui, les choses ont quelque peu changé. Truands et flics des salles obscures ressemblent bien plus à ceux de la réalité. La caméra a rejeté le voile hypocrite... Le polar français a quelque peu mûri ; et s'est « politisé ». Bien sûr, il y a toujours les yeux de merlan frit de Delon et les cascades de Belmondo, mais même leurs productions ne peuvent faire fi de la réalité sociale et politique d'aujourd'hui. Un film comme *« La Balance »*, par exemple, nous montre les agissements de la police dans les quartiers « chauds » de Paris... comment, par la pression, on transforme quelqu'un en indic., comment on crée le délit pour faire tomber tel ou tel. Le cinéma policier reproduit sur les écrans une violence que l'on peut côtoyer chaque jour dans la vie ou lire dans la presse. Les femmes n'y sont plus montrées comme les faire-valoir du flic ou du truand pur et dur ; elles sont plus directement impliquées dans l'intrigue. *« La femme flic »*, *« Une sale affaire »*, *« Robe noire pour un tueur »*, *« Mille milliards de dollars »*, *« Le Shériff »*, *« Dupont-la-joie »*, etc., autant de regards sur un monde longtemps idéalisé... « Le Pacha » est mort et bien mort.

La balance



La femme flic

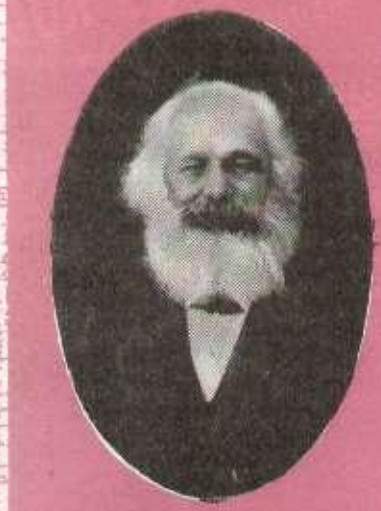
Les shériffs karatékas et tombeurs de jolies femmes ont rendu leurs étoiles. Parallèlement, se développe une production « légitime défense ». La police n'étant plus à la hauteur, les « vigilantes » sortent de l'ombre...

Claude DHALLUIN

MARX : 1818-1883

«Son nom vivra à travers les siècles et son œuvre aussi»

Engels — 17 mars 1883



La prison Amigo à Bruxelles, où Marx fut incarcéré en mars 1848, alors que les mouvements révolutionnaires embrasent l'Europe.

«Le Capital» : première édition du Livre I en français parue en 1872 (première édition en allemand en 1867).

Couverture du *«Manifeste du Parti communiste»* en allemand — février 1848.

Au 256, High Holborn à Londres, les réunions du Conseil général de l'Internationale se sont tenues de juin 1868 à février 1872.

«La classe ouvrière ne peut se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte.» La Commune de Paris a inspiré à Marx ce thème central de *«La Guerre civile»*.